

FO HAUTE-LOIRE

*L'information syndicale
libre et indépendante.*



1936—2026

Il y a 90 ans, la classe ouvrière arrache les congés payés par la grève générale.

Bonne Année 2026

Journal trimestriel de l'Union Départementale cgt-FORCE OUVRIERE de la Haute-Loire - N°225 décembre 2025 - www.fo43.fr

EDITO

PAGE 2

VŒUX DE L'UD

PAGE 3

INTERVENTIONS AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'UD FO 43

PAGES 4 à 21

RÉSOLUTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'UD FO 43

PAGES 21 à 23

ELUS AUX INSTANCES

PAGE 24

FORMATIONS SYNDICALES

PAGE 25

CONTRE LA RÉPRESSION! POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES!

PAGES 26 à 28

AG DES SYNDICATS

PAGES 29

CONTRE LA GUERRE— POUR LE CESSEZ-LE-FEU

PAGES 30 & 31

ELECTIONS CSE

PAGES 30



« L'Union des travailleurs fera la paix dans le monde » - Léon Jouhaux

L'année 2025 aura été marquée par l'accélération de la marche à la guerre. Lundi 29 décembre, à l'occasion d'une visite de Netanyahu, Trump a proféré une série de menaces visant à intensifier la guerre dans tout le Moyen-Orient alors que le génocide en Palestine se poursuit. Trump menace tout le monde, les pays d'Amérique Latine, le Groenland, imposant la loi du plus fort contre le droit international pour servir les intérêts de l'impérialisme Américain. En Europe, la guerre en Ukraine se poursuit et est systématiquement utilisée par les gouvernements occidentaux et par Macron en France pour préparer les conditions d'un conflit armé.

4 milliards en moins pour l'accès aux soins et 6,7 milliards en plus pour la guerre : tout un symbole !

Rappelons que Macron a fait voter la loi de programmation militaire de 413 milliards d'ici 2030. 6,7 milliards sont prévus dans le projet de loi de finance 2026. Dans le même temps, les députés complices du gouvernement, par leur vote « *pour* » ou par leur « *abstention* » au nom de la stabilité politique, ont adopté la loi de financement de la sécurité sociale qui est un budget de guerre contre l'accès aux soins, l'hôpital public et les assurés sociaux. Les services publics sont à l'os et risquent fort de se voir amputés de plusieurs milliards d'euros supplémentaires dans le cadre du budget 2026.

Cette escalade guerrière doit cesser ! L'Union Départementale FO de Haute-Loire refuse que les travailleurs du monde entier payent pour le profit des puissants, des oligarques de tous bords : Américains, Russes, Ukrainiens... Nous refusons que nos enfants servent de chair à canon pour les profits des industriels français de l'armement et des profiteurs de guerre. Nous refusons de devenir, au nom de la guerre et de la situation internationale, les subsidiaires de Macron et de son gouvernement pour assurer leur stabilité et leur permettre de poursuivre la destruction de nos droits et de nos conquêtes sociales.

Non à la guerre ! Non aux budgets de guerre ! Pour la satisfaction de nos revendications !

Nous ne sommes pas dupes des manœuvres de ceux, CFDT et CGT en tête, qui se vantent d'avoir évité le pire dans le cadre du PLFSS et même d'avoir obtenu des victoires comme par exemple, la pseudo-suspension de la réforme des retraites qui n'est qu'un décalage d'un an de sa mise œuvre. Pour notre part, il n'y aura pas de victoire tant que les budgets ne répondront pas résolument à nos revendications, c'est-à-dire tant qu'ils ne tourneront pas définitivement le dos à l'économie de guerre et aux politiques d'austérité qui vont de pair.

Le manifeste confédéral du 29 juillet 1914 indiquait « *Toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière. Elle est un moyen sanglant et terrible de faire diversion à ses revendications* ». A la course à la guerre qui nous est proposée comme seul avenir, FO y oppose toutes ses revendications : l'augmentation des salaires, la défense de la sécurité sociale de 1945, la défense des services publics, l'abrogation de la réforme des retraites, la défense des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires, l'abandon du projet de réforme du droit du travail...

Les mobilisations de septembre, comme les manifestations des agriculteurs de cette fin d'année, montrent la disponibilité des travailleurs et de la jeunesse pour l'action. Elles mettent également en lumière le refus unanime des journées d'action « saute-mouton ». C'est fort de ces enseignements que les syndicats FO de Haute-Loire et leurs militants ont affirmé leur détermination pour organiser l'action efficace lors du 20ème congrès de l'Union Départementale dont ce journal de décembre se fait l'écho.

Cette détermination sera notre force et notre orientation en 2026 : contre la guerre, contre les budgets de guerre et pour nos revendications. Bonne année et meilleurs vœux !

Vincent DELAUGE
Secrétaire Général

En mai 1936, les ouvriers de Bréguet et Latécoère occupent leurs usines, une première dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Les jours suivants, les grèves se multiplient et gagnent l'ensemble du pays. En juin, le pays compte 6 millions de grévistes.

Par la généralisation de la grève, la classe ouvrière constraint le patronat et le gouvernement à signer les "accords Matignon" avec la CGT réunifiée. Les salariés obtiennent 2 semaines de congés payés, la semaine de 40 heures, une amélioration des salaires et la reconnaissance des délégués ouvriers.

90 ans plus tard, FO œuvre pour défendre les droits et les conquêtes arrachés par la classe ouvrière organisée face à toutes les remises en cause des gouvernements successifs.



1936—2026

Il y a 90 ans, la classe ouvrière arrache les congés payés et la semaine de 40h par la grève générale.

Bonne Année 2026

Chère, cher camarade,

Tu es invité au traditionnel pot de début d'année de l'Union Départementale.

Il se tiendra dans les locaux FO au 1 avenue Saint Flory au Puy en Velay.

Le Vendredi 23 Janvier à partir de 17h30.

Toutes les adhérentes et tous les adhérents FO sont les bienvenus.

Bonne année et meilleurs vœux

Le bureau de l'Union Départementale FO de Haute-Loire.



VINCENT DELAUGE

Secrétaire départementale de l'Union Départementale FO 43

Complément oral au rapport d'activité

Camarades, bonjour à tous et bienvenue à ce XXème congrès de l'union départementale !

Bienvenue à Pascal LAGRUE, qui représentera le bureau confédéral, en suppléance de Frédéric Souillot, notre secrétaire général, initialement prévu pour assister à nos travaux. Mes camarades, nous ne perdons pas au change et c'est un vrai plaisir de t'accueillir mon cher Pascal pour partager nos débats. Nos statuts prévoient que c'est un membre du bureau qui préside le congrès, mais je suis sûr que Bruno Goléo qui va s'acquitter de cette responsabilité saura la partager avec toi.

Je souhaite également la bienvenue à nos invités qui, malgré l'actualité revendicative, nous font l'honneur d'être présents aujourd'hui, merci à eux c'est un très grand plaisir de les accueillir !

Un grand merci à tous les Camarades, à tous les militants, qui ont préparé ce congrès, à tous ceux qui hier ont, en plus d'avoir participer à la manifestation, ont installé, organisé cette salle, et qui vont rester sur le pont tout au long de la journée pour vous permettre de passer une journée la plus agréable possible. Merci à eux !

Enfin je souhaite la bienvenue aux 350 délégués de l'Union Départementale venus des quatre coins de la Haute-Loire, de tous secteurs et de toutes professions. La participation à notre congrès a augmenté de 17% par rapport au congrès de 2021. Cette participation témoigne de la progression de notre organisation, de l'état d'esprit des militants et des adhérents

Avant de commencer et comme il est de tradition, je vous invite à rendre un hommage à nos camarades disparus depuis notre dernier congrès :

Nous adressons nos pensées à Claude Bertrans militante du syndicat FO de l'agglomération du PUY et Arnaud Marie du syndicat FO de la Mairie de Brives qui nous ont quitté en 2024.

A Emmanuel VIGOUROUX Militant de FO COM. Manu avait été élu suppléant de la commission exécutive de l'Union Départementale lors de notre dernier congrès où il siégeait régulièrement. Il était très attaché au discussion interprofessionnelle, il avait compris l'importance et l'utilité que le syndicat FO de la poste soit en lien étroit avec son Union Départementale.

A Gabriel Fernandez, militant de FO COM disparu ces tous derniers jours qui a aidé notre camarade Séverine à remonter le syndicat FO de la Poste lorsque celui-ci n'était que miette et qui, même retraité, est resté jusqu'à la fin adhérents en Haute Loire.

Enfin, j'ai une pensée toute particulière pour Roland THONNAT, dont c'est aujourd'hui la date anniversaire. Il a été secrétaire du syndicat des instituteurs jusqu'en 2017,

membre de la commission Exécutive de l'Union Départementale en 1995. Membre du bureau de l'Union Départementale en 1998 et Secrétaire adjoint de l'Union Départementale de 2001 jusqu'à notre dernier congrès en 2021. Il a siégé au Comité Confédéral National comme représentant de l'Union Départementale de 2007 à 2022. Roland était un syndicaliste ouvrier, organisateur hors pair. Il plaçait au premier plan l'action syndicale interprofessionnelle. Il a porté haute les couleurs de force ouvrière. Je suis sûr qu'il aurait été enthousiasmé par la période actuelle et par les perspectives qu'ouvre la situation pour la satisfaction des aspirations de la classe ouvrière. C'était un militant révolutionnaire, un insoumis. Pour moi, il sera toujours « mon papa du syndicat »

Monsieur le président je te remercie de bien vouloir faire respecter une minute de silence pour nos chers disparus.

Merci mes camarades, je souhaiterais également que nous ayons une pensée pour nos camarades Cécile Kolher et Jacques Paris, emprisonné depuis mai 2022 en Iran alors qu'ils faisaient un voyage touristique. Le 25 septembre dernier Cécile a fêté ses 41 ans. Nous demandons la libération sans condition de nos camarades. Et je profite de notre congrès pour indiquer que nous ne les oubliions pas !

Mes camarades, les congrès de l'union départementale sont toujours l'occasion de faire un retour sur l'histoire. Cette année, nous fêtons plusieurs anniversaires.

Nous célébrons les 80 ans de la sécurité sociale. La devise des syndicalistes à l'origine de la sécu en 1945 « cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins » est une grande leçon de solidarité que nous ne devons pas oublier. Nous ne devons pas l'oublier pour pouvoir tout mettre en œuvre pour la défendre particulièrement au moment où le nouveau 1er Ministre illégitime Lecornu, dans sa lettre envoyée aux organisations syndicales avant hier la veille de la grève du 2 octobre, a annoncé vouloir que nous discutions d'une « réforme d'ampleur du financement de la protection sociale ». Ce qu'il veut c'est la casser pour lui substituer l'individualisation, la retraite à points, les assurances privées et la capitalisation. Mes camarades ce n'est ni plus ni moins que le vieux rêve du patronat qui n'a jamais accepté le principe de solidarité assuré par nos cotisations. Alors oui, comme l'a dit Marc Blondel en 1995 « La sécu mérite bien une grève générale »

1995, justement, nous célébrons, donc à un mois près, les 30 ans de la grève victorieuse contre le plan Juppé. En Haute-Loire, au moment où plusieurs secteurs se sont mis en grève, l'intersyndicale départementale, à l'initiative de FO, a proposé un appel à la grève générale avec la réunion tous les soir des différents secteurs en grève. La grève n'a pas été uniforme dans tous les secteurs, mais elle s'est étendue. Pascal SAMOUTH, alors secrétaire général de l'UD expliquait

que lors de ses réunions avec les délégués désignés dans les assemblées de grévistes, les discussions étaient rudes, mais que si un responsable d'une ou l'autre organisation essayait de s'échapper du mandat, il était vite rattrapé. C'est ce qu'on pourrait appeler un comité de grève. Mes camarades, à l'heure actuelle où tout le monde s'interroge de l'action efficace pour faire aboutir nos revendications, cette période doit être une leçon de chose : on ne décrète pas la grève générale, mais elle se construit en aidant la classe ouvrière à prendre en mains ses propres affaires en réunissant les salariés dans les assemblées générales qui décident et organisent l'action. J'y reviendrai.

Nous célébrons enfin les 120 ans de la loi sur la laïcité de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle aussi remise en cause, notamment au travers de l'actualité récente et les scandales des établissements scolaires Bétharram et Stanislas qui ont démontré la collusion de l'Etat avec l'enseignement catholique. Elle est remise en cause également par la loi sur le séparatisme qui vise à instaurer une idéologie d'état faussement parée des atours de laïcité pour mieux stigmatiser une partie de la population. Plus que jamais nous devons réaffirmer les revendications constantes des partisans de la laïcité : « fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privés » ainsi que notre position traditionnelle d'exigence d'abrogation de toutes les lois anti-laïques et de la loi séparatisme.

Camarades, vous avez été destinataire du rapport d'activité. Il permet d'évoquer les 4 années écoulées. Pour ma part, je me contenterai de l'actualiser dans mon intervention.

Mais avant tout, ce congrès a lieu alors que la population de Gaza vit sous les bombes israéliennes. A ce jour on compte plus de 65 000 victimes dont une majorité sont des femmes et des enfants, combien de dizaines de milliers sous les décombres ? Gaza ce n'est pas une guerre ! Ce n'est pas une guerre où 2 armées s'affrontent mais c'est bien un peuple qui est exterminé. C'est bien à un génocide que nous assistons ! Face à la tragédie, nous dénonçons la complicité de Macron qui a calomnié, arrêté, réprimé, censuré tous ceux qui osaient se prononcer pour le cessez-le-feu en Palestine, qui continue à autoriser les livraisons d'arme et de matériel militaire à Israël utilisés pour le génocide du peuple palestinien et qui depuis hier ne fait rien pour protéger la flottille en route pour Gaza arraisonné illégalement par l'armée du génocidaire Netanyahu. Mes camarades, 50 Français sont présents sur ces bateaux dont des syndicalistes qui estiment que c'est de la responsabilité du mouvement syndical de s'opposer au génocide. Pour notre part, nous n'avons jamais regardé ailleurs, l'Union Départementale a été de tous les rassemblements et de toutes les manifestations en soutien au peuple palestinien et ce malgré les interdictions du maire du Puy ou du Préfet de Haute-Loire. Et

je sais que notre position indéfectible sur la question de Gaza, nous a permis de gagner de nouveaux militants et d'obtenir des voix dans les élections professionnelles. A ce titre, je me félicite du courrier adressé par Frédéric Souillot, la semaine dernière, au Président Français pour exiger le cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la mise en place d'un véritable corridor humanitaire sous l'égide des nations unies, la rupture des relations diplomatiques avec Netanyahu et son gouvernement, la libération de tous les otages. Oui c'est la seule façon d'arrêter ce génocide qui se déroule avec la complicité et sous le contrôle de Trump. Alors, sans hésitez nous devons poursuivre nos appels en défense du peuple palestinien et à répondre à toutes les initiatives qui seront prises dans les prochains jours et prochaines semaines sur cette question.

De même, le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui fait rage, tue par centaine de milliers des hommes de part et d'autre. Ce sont les travailleurs qui paient le prix fort ! Ce sont ces travailleurs qui voient leur enfants Ukrainiens et leurs enfants Russes, enrôlés de force pour aller se battre et qui subissent dans le même temps la remise en cause de leurs droits et de leurs acquis dans leur propre pays ! Mes camarades, Lecornu s'est illustré en indiquant que « la guerre en Ukraine était une opportunité pour les entreprises françaises », c'est aussi une très bonne opportunité pour saccager les droits et les acquis des travailleurs en France puisque le budget 2026 devait consacré 57,1 Milliards d'euros pour le ministère des armées contre 32 Milliards en 2017 et qu'il doit atteindre 100 Milliards en 2030. C'est donc bien au nom de la guerre et des milliards d'euros engagés dans les budgets militaires que Macron et ses gouvernements justifient les attaques contre les services publics et la sécurité sociale.

Mes camarades, 40 000 soldats Polonais se sont massés à la frontière Russe. Mercredi Macron a dit que nous étions en confrontation avec la Russie. La situation est terrifiante. Et en nommant Lecornu 1er Ministre, ex ministre des armées, Macron n'a pas l'intention de nous rassurer sur sa vision va-t'en guerre. Vous trouverez dans vos pochettes une plaquette que nous avons décidé d'édition intitulé « Actualité du combat syndicaliste, pacifiste et antimilitariste de Pierre MONATTE à aujourd'hui ». Il a pour but de rappeler que le combat pour la paix, pour l'internationalisme ouvrier, pour la fraternité entre les peuples ne saurait être étranger au combat syndical et qu'il en est même le fondement ! Je vous invite à prendre un moment pour le lire. Mes camarades, fidèle à cette tradition pacifiste et internationaliste, nous pensons que pas un centime ne doit aller à la guerre ! L'argent doit servir pour nos écoles, pour nos hôpitaux, pour nos services publics, pour nos prestations sociales, pour nos salaires ! L'expression « Pain, paix, liberté » rappelle l'engagement historique de FO, incarné dès ses origines par son fondateur Léon Jouhaux, prix Nobel de la paix en 1951. Le combat contre les guerres et les génocides, c'est l'ADN de FORCE OUVRIERE. C'est la raison pour laquelle, avec Pascal SAMOUTH (membre de la commission exécutive confédérale) nous sommes initiateurs d'un appel, avec des personnalités, des militants et des syndicalistes d'horizon et de pays divers, intitulé « pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre » qui a débouché sur l'organisation d'un grand meeting international à Paris le 5 Octobre prochain ! La Commission Exécutive de l'Union Départementale a décidé d'y participer ! 36 militants FO de Haute-Loire s'y rendront, c'est notre place et c'est notre responsabilité !

Mes camarades, continuons à dresser le pédigré de Lecornu : c'est le seul homme qui a participé à tous les gouvernements d'Emmanuel Macron depuis 2017. Il est comptable de toutes les politiques et de toutes les réformes menées depuis 10 ans. Pour rappel, il était en charge du grand débat lors du mouvement des Gilets Jaunes et c'est lui qui a enterré l'ensemble des revendications qui étaient alors portées. C'est également lui qui a envoyé le GIGN et le Raid contre les manifestants guadeloupéens lorsqu'ils manifestaient contre la vie chère. Alors lorsque Lecornu annonce qu'il va mener une politique de rupture et un changement de méthode. Nous ne le croyons pas ! Macron s'est entouré, de tous les battus des dernières élections pour poursuivre les mêmes politiques rejetées dans la rue et dans les urnes. Lecornu c'est de la même eau que ces prédécesseurs.

Comme nous l'avons dit, le problème ce n'est pas le casting, le problème c'est Macron et son refus d'entendre les aspirations majoritaires des Français. Le problème c'est son refus de répondre à la demande d'abrogation de la réforme des retraites exigé par les millions de travailleurs qui ont manifesté en 2023, c'est son refus d'entendre l'exigence d'augmentation immédiate du SMIC et des salaires alors que près de 10 Millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté et que, sous la mandature de Macron, le patrimoine des 500 plus grosses fortunes de France a été multiplié par 14 passant de 80 Milliards à 1 128 Milliards d'euros et que les aides aux entreprises sont devenues le premier poste du budget de l'Etat avec 210 Milliards d'euros par an. Il voudrait nous faire croire que la dette serait de la responsabilité des jeunes qui étudient trop, d'où la réforme du BAC et de Parcoursup, de la responsabilité des chômeurs qui perçoivent trop, d'où une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour durcir les conditions d'affiliation (durée de travail minimale plus longue, période de référence raccourcie) et réduire encore la durée et le montant de l'indemnisation, de la

responsabilité des travailleurs qui ne travaillent pas assez et qui se soignent trop d'où les attaques contre l'hôpital public et la sécurité sociale, ou encore de la responsabilité des retraités qui gagnent trop, d'où la suppression de l'abattement de 10% mais aussi de la responsabilité des immigrés qui coutent trop chers d'où la loi immigration et le durcissement de l'Aide Médicale d'Etat. Nous refusons ce courrage de crâne : Nous refusons ce discours culpabilisateur. Ce sont Macron, Barnier, Bayrou, Lecornu qui sont responsables de la dette, ce n'est pas aux travailleurs et à leur famille de payer la facture !

Alors pour imposer sa politique illégitime, menée contre les intérêts de la majorité pour le compte d'une minorité, le gouvernement MACRON utilise la répression d'Etat. C'est bien évidemment l'utilisation systématiques de tous les artifices de la constitution de la Vème république pour faire passer des lois, des réformes contre la volonté majoritaire et sans discussion ni de vote par la représentation nationale. C'est aussi, le coup de force de Macron qui a refusé de reconnaître les résultats des élections législatives en nommant des premiers ministres issus des groupes politiques les plus minoritaires à l'assemblée. C'est, aussi et surtout la violence d'état orchestré par l'instrumentalisation des forces de l'ordre, dressées contre les revendications légitimes des travailleurs. Nous avons vu ces dernières années, s'accélérer la marche inquiétante de la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales. Nous l'avons vécu tout au long du combat contre la réforme des retraites avec la poursuite devant les tribunaux de milliers de militants syndicalistes ! Nous le voyons aujourd'hui avec la multiplication des sanctions prises par les patrons contre nos délégués syndicaux comme chez DEVILLE, chez SIEL IPS ou chez AESIO. C'est aussi la stigmatisation systématique par le gouvernement d'une partie de la population, en particulier au travers de la loi immigration pour tenter de diviser la classe ouvrière.



Alors Camarades, comme organisation syndicale indépendante des partis, des philosophies, des religions et des patrons, nous sommes fondées à partir du moment où nous l'avons décidé dans nos instances à porter en toutes circonstances et en tous lieux nos revendications. Indépendance, ne signifie pas apolitisme. Nous avons donc eu raison, parce que nous avons estimé que la liberté et la démocratie étaient menacées, de décider de participer au rassemblement du 23 septembre 2023 contre les violences d'Etat suite à la répression contre la jeunesse ou encore de manifester les 15 juin, les 18 juillet et le 7 septembre 2024 contre le coup de force anti-démocratique de Macron suite aux élections législatives et pour réaffirmer les revendications que nous portons. Pour notre part, nous continuerons à affirmer pleinement notre attachement à la Charte d'Amiens par ce que nous ne sommes pas indifférents à la forme de l'état et qu'il ne peut y avoir de syndicalisme libre et indépendant sans démocratie. A chaque fois que les libertés démocratiques seront attaquées, à chaque fois que les libertés individuelles et collectives seront menacées, alors les agresseurs trouveront l'Union Départementale FO sur leur route car lorsqu'on s'attaque aux libertés des uns, c'est la liberté de tous qui est en danger.

Mes camarades la feuille de route de Lecornu, nous la connaissons, il n'y aura pas d'inflexion dans la politique de Macron, quel que soit le nombre de milliards d'économie à réaliser, la cure d'austérité ce sera encore et toujours pour notre pomme. En annonçant qu'il revient sur la suppression des 2 jours feriés, agité comme un chiffon rouge, le premier Ministre confirme, de fait, qu'il souhaite maintenir tous les autres mauvais coups inscrits dans le budget de feu Bayrou.

Et pour nous faire avaler tout ça et s'acheter la non-censure de ceux toujours prompts à trahir le mandat que leur ont confié leurs électeurs, Lecornu nous rejoue le violon du dialogue social. Ainsi Il appelle les organisations syndicales à venir discuter sur 5 grands thèmes : Le « financement de la protection sociale », la « réindustrialisation », « la souveraineté économique », les « conditions de travail et la qualité de vie au travail », le « renforcement du paritarisme » et la « modernisation du marché du travail ». Mes camarades, le coup du dialogue social, ils nous l'ont déjà fait avec « le conclave » sur les retraites. Nous pouvons à ce titre nous féliciter de la décision de notre confédération de quitter en premier ce piège en déclarant après avoir rappelé la revendication d'abrogation de la réforme : « Nous ne participerons ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans un processus gouvernemental dit « délégation paritaire permanente ». » Cette position d'indépendance est tout autant d'actualité suite à la proposition de Lecornu. Alors Il a écrit une lettre au organisations syndicales. Il voudrait discuter du « financement de la

protection sociale » Comme je l'ai dit en introduction il veut nous associer à la casse de notre sécurité sociale et de nos retraites. Il voudrait aussi que nous l'aïdions à « moderniser le marché du travail », c'est à dire à adopter une loi travail bis dans le prolongement de la loi El Khomri et des ordonnances Macron pour imposer un nouveau tour de vis aux chômeurs et pour perpétrer de nouvelles attaques contre le Code du Travail. Il veut nous parler de la « réindustrialisation » alors qu'il impose déjà l'arrêt des licenciements dans les entreprises qui ont bénéficié allégrement des aides de l'état sans aucune contrepartie comme à Valéo à Sainte Florine ou chez Delpeyrat à Brioude. Et puis, tenez vous bien, il écrit qu'il veut mettre en œuvre des « actions volontaristes pour rehausser le taux de syndicalisation en France », mais qu'il commence par imposer partout le CDI comme contrat normal et général de la relation de travail et qu'il mette fin au travail précaire. Alors nous lui montrerons que les travailleurs débarrassés du chantage à l'emploi seront disposés à s'organiser avec nous.

Mes camarades, tout ça n'est pas exhaustif mais vous l'avez compris nous n'avons rien à attendre de ces propositions de discussion. Que Lecornu ne compte pas sur nous pour servir de bâton, avec le patronat, à un gouvernement illégitime pour assurer la poursuite des réformes menées contre les travailleurs, ni pour assurer sa survie ni celle du Président qui les défendent.

Comme je l'ai dit hier dans l'intervention de fin de manifestation au nom de l'Union Départementale : « Nous ne choisissons pas les premiers ministres mais nous n'avons qu'un conseil à donner à Mr Lecornu, lui qui prêche les coupes dans les ministères : qu'il donne l'exemple en allant chercher des cartons pour préparer son départ de Matignon ! Et si Macron veut le suivre cela ne nous fera pas pleurer. Nous savons ce que nous a coûté la non-censure du budget Bayrou en 2025 : une nouvelle année de gel des salaires, des suppressions de postes dans l'enseignement, aux finances publiques, la fermeture du CADA de St Beauzire, l'hôpital public à l'os et puis bien sûr la poursuite de la réforme des retraites ... »

Mes camarades, alors que la mémoire des gilets jaunes et celle du mouvement sur les retraites sont encore extrêmement vives, alors que la colère est immense, nous ne serons pas les subsidiaires du gouvernement ! Et c'est la raison pour laquelle nous avons pris toute notre place dans les assemblées citoyennes initiées par l'appel du mouvement « bloquons tout » qui ont permis, excusez du peu, de faire sauter Bayrou avant même que la mobilisation commence. Nous avons été aux côtés des salariés, de la jeunesse, des retraités, des chômeurs, des précaires, en appelant à la grève et à rejoindre les initiatives décidées

par les assemblées citoyennes. Car nous sommes convaincus de la nécessité de réaliser la jonction entre les citoyens mobilisés et le mouvement syndical pour élargir et amplifier le rapport de force pendant que, en Haute-Loire, les autres organisations

syndicales, dont la CGT, organisaient la division en appelant à un barbecue devant le MEDEF.

Et c'est bien la puissance du 10 septembre, les 500 000 manifestants partout en France qui ont permis la puissance de la grève et des mobilisations du 18 septembre à l'appel des organisations syndicales. La puissance des mobilisations du 10 septembre et du 18 septembre démontre que les travailleurs et la jeunesse ne veulent plus subir la politique anti sociale d'Emmanuel Macron, elle démontre l'état d'esprit qui anime la classe ouvrière qui cherche les moyens d'actions efficaces, qui cherche surtout comment dépasser les obstacles qui empêchent la vraie confrontation pour faire aboutir les revendications.

Mes camarades, la mobilisation d'hier, en deçà de celle du 18 septembre, est déjà utilisée par le gouvernement, la presse aux ordres pour dire que le mouvement s'essouffle et pour justifier le maintien de Lecornu et de ses projets. Elle est ou sera également utilisée par tous ceux qui ne veulent rien faire, la CGT en tête, pour expliquer que les salariés ne veulent pas se mobiliser camouflant ainsi leur propre trahison. Pour notre part, nous ne chercherons pas les responsabilités là où elles ne sont pas. Cette nouvelle journée d'action a mis plus de 500 000 personnes dans les rues. Ce n'est pas rien. Elle montre qu'une large partie des salariés sont déterminés et sont disponibles pour organiser la riposte efficace. Mais le fait qu'elle soit moins massive que celle du 18 la journée d'hier démontre, également, que les salariés ne veulent plus des journées « saute-mouton ». Les 14 journées de grèves et de mobilisations contre la réforme des retraites en 2023, tout aussi historiques qu'elles ont été, n'ont pas permis de gagner. Elles restent gravées dans la mémoire des salariés. Ils ont très bien compris que Macron se foutait royalement de ces mobilisations d'un jour, de cette stratégie des temps forts.

Alors nous devons en tirer les enseignements, il faut rompre avec la mécanique des journées d'action isolées. Chez Pagès, en juin 2024, alors que le directeur proposé à 0€ pour les NAO, les salariés ont arraché 80€ d'augmentation après 2 jours consécutifs de grève. A l'association St Dominique de Brioude, fin 2024, les personnels ont arraché une prime de 800 euros et le payement de leurs jours de grève après 2 jours de grèves. Dans toutes les entreprises aucune grève n'a jamais été gagnante avec des journées tous les 15 jours. Les grèves gagnantes, ce sont celles qui sont décidées dans les assemblées générales, et reconduites jour après jour pour obtenir satisfaction. C'est pourquoi, j'estime que notre confédération a eu raison de proposer à l'intersyndicale d'appeler à la grève les 1er, 2 et 3 octobre, même si cela a été refusé par les autres organisations syndicales. Nous avons montré ainsi aux travailleurs la disponibilité de notre organisation pour aider réellement la classe ouvrière à prendre en main ses propres affaires pour gagner ! Et la boucle avec la célébration des 30 ans de la grève victorieuse contre le plan Juppé de 1995 évoqué au début de mon intervention est bouclée.

Mes camarades, Lecornu a reconnu, lui-même, mercredi dernier, face aux organisations syndicales qu'il est le 1er ministre le plus faible de la Vème République, qu'il n'a pas de majorité à l'assemblée, qu'il n'a pas de gouvernement. Macron est le président dont la côte de popularité est la plus basse de tous les présidents de la Vème république. Dans cette situation n'est ce pas le moment d'aller, vraiment, tous ensemble, de façon



déterminée. C'est bien de cela qu'il est question aujourd'hui. Le Comité Confédéral National des 24 et 25 septembre a adopté une résolution qui indique « Pour gagner sur les revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de tout budget d'austérité, le CCN appelle toutes les structures à réunir les salariés pour discuter et décider la grève et sa reconduction, à partir du 2 octobre, dans l'action commune partout où c'est possible. ». c'est bien la mise en musique de cette résolution dont nous devons débattre, c'est bien cette méthode que je soumets à la discussion de notre congrès.

Mes camarades avant de vous laisser la parole et parce qu'il faut se donner les moyens pour mettre en œuvre notre orientation, tout au long de ce mandat nous avons œuvré pour développer partout FORCE OUVRIÈRE. Sur le cycle de représentativité syndicale 2021/2024, FO a présenté des listes dans toutes les entreprises où elle était déjà implantée et s'est implantée dans 12 nouvelles entreprises (BTS Brioude, Ecole de musique du Brivadois, Les Ateliers du Meygal, Les Ateliers Loire Semène, ADMR du Puy, ADMR Blavozy/St Germain, Clergerie, VELFOR, DEVILLE Rectification, Association St Dominique, EHPAD et SMR des Melleyrines). Les élus CSE de la maison de convalescence de Jalavoux, des abattoirs du Puy et des TUDIP ont rejoint Force Ouvrière après les élections. FO a conforté sa seconde place aux élections TPE et progresse de 1,5 point par rapport à 2021. Et c'est ainsi que FO progresse de 4,83 points dans le calcul de l'audience syndicale départementale dans les entreprises privées pour le cycle de représentativité 2021/2024. FO conforte largement sa seconde place, loin devant la CFDT qui perd 180 voix. La CGT perd 1000 voix et 4,71 points par rapport à 2021. Nous sommes la seule organisation à progressé en nombre de voix et en pourcentage en Haute-Loire.

Les premiers résultats des élections CSE du nouveau cycle de représentativité syndicale dans le privé 2025/2028 sont également très encourageants. Depuis janvier, nous enregistrons 2 nouvelles implantations à l'Association Justice et Partage et chez HEXADRONE. A l'Association Sainte Marie qui est le plus gros établissement privé du département tout secteur confondu, le syndicat FO devient l'organisation syndicale majoritaire en voix avec 59,37% (+ 14 points) et en sièges 10/17 (+ 3). A la CPAM, FO obtient 37% des voix et progresse de 21 points par rapport aux dernières élections. A la CAF, FO réalise 49% des voix dans le second collège et aura donc un Délégué Syndical. FO a demandé la tenue d'élection CSE chez Bobino. Je salue les 2 salariés qui souhaitent se présenter sur la liste FO qui sont présents à notre congrès et je leur souhaite la bienvenue dans la maison.

Ces résultats sont bien évidemment à mettre au crédit des militants et des élus FO qui ont su, par leur travail revendicatif, susciter la confiance des salariés de leur entreprise. Ils sont également à mettre au crédit de tous les salariés qui ont décidé de se présenter sur les listes FO pour les élections CSE. Enfin ils sont aussi à mettre au crédit de l'activité interprofessionnelle des militants de l'Union Départementale. 27 militants de tous les secteurs privé et publics ont négocié 280 protocoles d'accord pré-électoraux sur 327 depuis le dernier congrès de 2021 soit près de 85% des protocoles.

Nous avons également encore progressé dans les 3 versants de la fonction publique lors des élections de 2022 et les militants FO sont déjà pleinement engagés dans la préparation et pour la réussite des élections fonction publique de décembre 2026.

Je voudrais saluer le travail conséquent réalisé par notre trésorier Tof, secondé par Vanessa, qui vous présentera les résultats financiers ! Mais sans spolier leur présentation, je peux vous annoncer que nous affichons une progression de 9% entre 2022 et 2024 du nombre de timbres.

Mes camarades, quand nous sommes proches des salariés, quand nous sommes attentifs à leurs revendications, quand nous ne trahissons pas le mandat qui nous a été confié, alors nous sommes en phase avec les aspirations des travailleurs ! Alors mes camarades, ne lâchons rien !!

Nous ne pouvons compter que sur notre capacité à regrouper autour de nous pour gagner sur nos revendications ! Nous le savons nous ne sommes rien quand nous sommes isolés dans nos syndicats ! Ne nous laissons pas prendre au piège du CSE, rejoignez l'Union Départementale, rejoignez l'interpro ! Participez aux stages organisés dans les locaux de l'Union Départementale, participez aux réunions interprofessionnelles organisées par les Unions Locales, invitez y les adhérents, vos collègues, c'est également ainsi que nous renforcerons Force Ouvrière.

Mes Camarades avant de vous laisser la parole, je tiens à remercier très sincèrement Chantal et Vanessa qui vous accueillent à l'Union Départementale, qui nous aident au quotidien et que j'ai énormément sollicitées ! Merci à elles !

Camarades c'est à vous !!!

Vive l'union départementale FORCE OUVRIERE DE Haute-Loire! Vive la confédération générale du travail Force Ouvrière !

SOCIAL ■ L'Union départementale en assemblée

Force Ouvrière gagne du terrain



PUBLIC. Forte de sa représentativité accrue, l'Union départementale FO entend damer le pion à la CGT dans le plus d'entreprises et de collectivités possibles. PHOTO CÉDRIC DEDIEU

Le 20^e Congrès de l'Union départementale Force Ouvrière s'est tenu vendredi au Palais des Congrès et des Spectacles, en présence de Pascal Lagrue, membre du bureau confédéral FO.

Ce congrès était l'occasion de rappeler la position de FO « depuis le début du massacre en Palestine et l'exigence de l'arrêt du génocide », mais aussi d'évoquer l'inquiétude suscitée par le développement du conflit entre l'Ukraine et la Russie. « On estime que la place du mouvement ouvrier est de lutter contre la guerre et que pas un centime ne doit aller à la guerre », déclarait Vincent Delauge, secrétaire général de

l'Union départementale FO de la Haute-Loire.

Force Ouvrière a progressé de 4,81 %

Dans le domaine des entreprises et de la fonction publique, FO 43 estime que « toutes les mesures et politiques menées depuis dix ans par Emmanuel Macron, ont échoué. Les conditions de travail n'ont jamais été aussi dégradées ».

Suite aux différents mouvements sociaux observés depuis la rentrée, Force ouvrière regrette aujourd'hui que sa proposition de « faire trois jours de grève les 1^{er}, 2 et 3 octobre ait été refusée par l'intersyndicale ». « C'est extrêmement dommage, car si on avait fait cela tout ensemble, dans l'unité, avec des

revendications claires, les choses auraient pu bouger au plan national ».

En Haute-Loire, Force Ouvrière a progressé de 4,81 % par rapport au dernier cycle de représentativité syndicale dans le privé (2021 - 2024). « On est la seule organisation à gagner des voix, on est largement devant la CFDT et l'on compte bien rattraper la CGT dans les prochains cycles.

À l'échelon national, FO reste la troisième force syndicale : « Depuis trois ans et demi, nous avons progressé de 53.000 adhérents, ce qui rapproche la Confédération des 500.000 adhérents », indique Pascal Lagrue, membre du bureau confédéral FO. ■



BRUNO GOLÉO ENSEIGNEMENT SNUDI FO

Mes camarades,

Je vous apporte le salut fraternel des instituteurs, professeurs des écoles et AESH adhérents au SNUDI FO fortement représentés aujourd'hui et je les remercie d'être présents. La présence nombreuse des personnels de l'Éducation nationale montre bien qu'ils savent que ce n'est pas en étant isolés dans nos écoles que nous trouverons des solutions. Ils sont venus parce qu'ils estiment que c'est par l'action collective interprofessionnelle que nous pourrons gagner sur nos revendications. Et ils ont raison ! De la même manière, je suis ravi de voir autant de délégations représentées qui sont encore plus nombreuses que lors de notre dernier congrès.

Ces présences indiquent la volonté de l'ensemble des salariés d'entendre et de comprendre ce qui se passe dans les autres secteurs. Et nous pouvons l'affirmer : la dégradation des conditions de travail, la remise en cause des droits et acquis, c'est le lot de tous. Que l'on soit dans une école, un service, une administration ou une entreprise.

Depuis notre dernier congrès, le SNUDI-FO a progressé en adhérents et en représentativité. Les dernières élections professionnelles nous ont permis de confirmer notre place d'organisation syndicale majoritaire dans le département, avec plus de 55 % des voix.

Mais si je rappelle ces chiffres, ce n'est pas seulement pour nous en féliciter. C'est pour en partager l'analyse que nous en avons.

Cette progression c'est le fruit du travail de terrain de nos camarades qui ont multiplié les tournées d'écoles et de secteurs, mais c'est aussi le fruit des orientations impulsées par notre Union départementale, que nous avons relayées auprès de nos adhérents et de nos collègues. C'est pourquoi le mandat qui m'a été confié est de voter pleinement le rapport d'activité.

Concrètement, cela s'est traduit par l'organisation d'une cinquantaine de réunions d'information syndicale l'an dernier, qui ont permis de rassembler des centaines de personnels pour discuter de la situation, des revendications et des initiatives à prendre.

Et plus largement, nous nous sommes inscrits dans toutes les initiatives de l'Union départementale :

- la mobilisation contre la réforme des retraites Macron/Borne
- mais aussi plus récemment les initiatives contre la guerre et pour le cessez-le-feu immédiat en Palestine

D'ailleurs, ces questions sont malheureusement d'une brûlante actualité.

Je suis fier que nous soyons aussi nombreux à participer dimanche au meeting à Paris contre la guerre, parce que c'est l'honneur du mouvement ouvrier que de prendre toute sa place dans les initiatives pour refuser la guerre. Et chacun voit bien le lien évident entre la guerre, l'économie de guerre et la destruction des services publics, des retraites, de la Sécurité sociale.

Ça s'est aussi concrétisé par notre appui aux mobilisations locales, en particulier sur la carte scolaire. Une nouvelle fois, les personnels, parents et élus de Haute-Loire ont exprimé leur colère face aux attaques contre leurs écoles, qu'elles soient maternelles, rurales ou de quartier.

Dès l'annonce des fermetures de classes, la mobilisation s'est propagée comme une trainée de poudre dans tout le département : blocages, manifestations, grèves,

C'est donc la question de la méthode qui doit nous interroger car tout le monde se souvient des 14 journées d'actions qui ont été proposées en 2023

distributions de tracts... Pas une journée ne s'est passée sans qu'une initiative ne soit décidée. Ces actions ont réuni des centaines de personnels, de parents, d'élus, et plus largement de citoyens refusant la destruction des services publics.

Face au refus du représentant local de la Ministre d'entendre les revendications, la colère des parents et des personnels les a conduits à se constituer en comité départemental en défense de l'école publique. Un comité national s'est créé, la Fédération de l'enseignement leur a apporté tout son soutien. Devions nous rester à côté, les laisser seuls alors que leurs revendications sur les fermetures et plus largement pour la défense des services publics sont les nôtres ? Nous avons décidé d'être avec eux et nous avons bien fait ! Notre développement c'est aussi le fruit de notre adaptation aux évolutions de méthodes dans l'organisation des mobilisations et de la construction de la grève.

De la même manière, l'UD FO a très bien fait d'appeler à participer aux assemblées citoyennes de préparation du 10 et d'avoir organisé cette mobilisation en lien avec les décisions prises par les Assemblées citoyennes et de ne pas s'être isolé comme l'ont fait la CGT et la FSU en organisant une contre-manifestation devant le MEDEF.

Pour notre part, nous avons tenté, le 10 et le 18 septembre, d'organiser des assemblées générales de personnels dans les secteurs.

La grève a été significative dans l'Education Nationale mais force est de constater qu'ils ne se sont pas emparés des AG comme en 2019. Pourtant, la colère est immense, et les personnels ne sont pas abattus. C'est donc la question de la méthode qui doit nous interroger car tout le monde se souvient des 14 journées d'actions qui ont été proposées en 2023 et d'ailleurs nous entendons de la part de nombreux collègues la phrase « La prochaine grève sera quand ? »

C'est pourquoi je partage la proposition faite par la confédération à l'intersyndicale d'appeler au 1 et 3 octobre, proposition rejetée par les autres organisations syndicales. Parce que cette méthode est la bonne ! Et même s'il n'existe pas de bouton magique pour déclencher la grève générale les journées d'action isolées, fixées d'avance dans un calendrier par les confédérations n'aident pas à la construction d'une mobilisation d'ampleur qui permettrait de bloquer le pays par la grève. Et au contraire, une impulsion venue des confédérations qui montrerait qu'elles se mettent réellement en ordre de marche pour engager le rapport de force serait évidemment un véritable point d'appui pour motiver les personnels à rejoindre les assemblées générales et décider de la grève et de sa reconduction.

Enfin, je me félicite de la conclusion du CCN : « Pour gagner sur les revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de tout budget d'austérité, le CCN appelle toutes les structures à réunir les salariés pour discuter et décider la grève et sa reconduction, à partir du 2 octobre, dans l'action commune partout où c'est possible. »

Mes camarades, Lecornu, premier ministre illégitime dont la nomination tourne le dos aux millions et millions qui se sont exprimés dans la rue et dans les urnes, est le dernier fusible de Macron et de sa politique. Macron est plus faible que jamais. Dans ce contexte, ils cherchent des soutiens de toute part avec certains qui seraient prêts à brader les revendications majoritaires. C'est pour cette raison que je me félicite que le CCN ait exprimé clairement les revendications, à commencer par l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites et non sa suspension. Pour ma part il n'y a aucun compromis à faire au nom d'une prétenue stabilité mais c'est bien, plus que jamais, c'est le moment d'y aller pour arracher nos revendications.

Alors mes camarades, continuons le travail engagé. Continuons de réunir les personnels partout. Par les AG, par les réunions où les collègues discutent, décident et agissent, et par le renforcement de Force Ouvrière dans tous les secteurs, nous pourrons faire plier Macron et arracher la satisfaction de nos revendications.



PATRICIA SANOUILLET

SANTE PUBLIQUE
CENTRE HOSPITALIER DE
BRIOUDE

Chers camarades

Nous voulons attirer votre attention sur la situation du CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

Sur le plan budgétaire, notre hôpital affiche un déficit de 10 millions d'euros.

Ce gouffre financier n'est pas sans conséquences : il pèse sur les conditions de travail des agents et sur la qualité de la prise en charge des patients.

Et ce déficit a une conséquence grave : le non-paiement des fournisseurs. Certains d'entre eux, des entreprises locales, des partenaires de proximité, se retrouvent eux mêmes en difficulté financière à cause de notre incapacité à les payer dans des délais raisonnables.

C'est non seulement l'hôpital qui est fragilisé, mais aussi tout le tissu économique local.

Dans les services, les difficultés se multiplient. Nous manquons de personnels paramédicaux, les organisations s'en trouvent dégradées.

Les agents en place sont à bout, la charge de travail explose et les soignants sont contraints de faire toujours plus avec toujours moins sous prétexte d'un budget insuffisant.

La capacité du service de médecine à augmenté à 30 lits dont 8 de soins palliatifs : les effectifs sont moins nombreux qu'il y a 8 ans pour une capacité plus importante !!!

Cela veut dire que nous faisons tourner plus de lits avec moins de bras, au prix d'une fatigue et d'un épuisement grandissant.

Malgré tout l'investissement des soignants la qualité des soins et de la sécurité des patients sont remis en cause.

Quant à la chirurgie : l'activité se maintient péniblement, et nous savons bien que cela peut fragiliser l'avenir de l'hôpital.

Camarades, cette situation est intenable. Les personnels sont à bout, les patients sont en danger, et c'est tout le service hospitalier de proximité qui est menacé.

FO doit être clair :

- Pas de santé de qualité sans moyens humains et financier !
- Pas de soins dignes sans respect des soignants !

Chers camarades,



PATRICE MANIAS

METTALURGIE
DEVILLE RECTIFICATION

Vous avez le salut fraternel de la section FO de DEVILLE RECTIFICATION, située entre Firminy et Monistrol-sur-Loire, au bord de la RN88.

Aujourd'hui, nous tirons la sonnette d'alarme.

L'ambiance dans l'entreprise est devenue insoutenable

Un climat de soumission et de peur s'est installé. La pression exercée par la direction sur les salariés est permanente, avec pour seul objectif de faire toujours plus... avec moins.

Pendant que l'entreprise traîne un déficit de 1 million d'euros, les objectifs budgétaires restent inchangés, sans tenir compte des réalités humaines.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 50 % des effectifs sont non productifs (manque d'organisation ou d'investissement stratégique ?).
- 10 % d'arrêts maladie, majoritairement pour dépressions ou épuisement moral

Aucune embauche malgré les départs en retraite... ou pire, les décès : deux camarades, l'un de 46 ans, l'autre de 59 ans, nous ont quittés dans des conditions tragiques.

Assez de pressions !
La direction multiplie les intimidations, les provocations, les blâmes injustifiés. Face à ces attaques, j'ai été contraint de saisir les prud'hommes pour défendre mes droits.

Ces événements sont graves et lourds de sens.

Nous avons également accueilli un camarade en difficulté, face à une direction qui n'a pas hésité à le sanctionner lourdement : blâme, reproches, mise à pied conservatoire sans salaire pendant deux mois. Pire encore, alors qu'il demandait de l'aide, la CGT lui a tourné le dos. FO, elle, a décidé de le soutenir et de ne pas le laisser seul face à l'arbitraire. Malheureusement, à l'heure où je vous parle, la sanction est tombée pour notre camarade. Licenciement pour faute lourde depuis le 26 septembre 2025.

La polyvalence imposée, les cadences qui augmentent, les conditions de travail qui se dégradent... tout cela pèse lourd. La fatigue est là, le moral est au plus bas, et la colère gronde.

FO dit STOP !

Nous ne laisserons plus la direction piétiner la dignité des salariés. Nous nous battons pour :

- Le respect des travailleurs,
- La protection de nos droits acquis par des décennies de lutte,
- La fin des pressions psychologiques et physiques au travail.

Nos anciens se sont battus pour les congés payés, les jours fériés, la retraite. Aujourd'hui, certains veulent tout remettre en cause. Moins de jours fériés ? Retraite repoussée ? Et ensuite ? Assez ! On ne lâchera rien.

Défendons nos droits, pour nous et pour les générations futures.

Plus que jamais, restons unis.

Faisons respecter notre travail, notre dignité, notre santé.

Luttons ensemble pour un avenir digne dans la métallurgie.

Vive l'union départementale FO de la Haute-Loire.

Vive la section FO Deville Rectification.

Vive le syndicat FO métaux de la Haute-Loire.

Chers camarades,

Depuis notre dernier congrès ; Notre



CHRISTOPHE EXBRAYAT

SANTE PRIVÉE
SAINTÉ MARIE

organisation peut se féliciter des bons résultats obtenus lors des récentes élections professionnelles dans notre département, dans le sanitaire les EHPAD et les SMR. Ces avancées traduisent la confiance grandissante que les salariés accordent à Force Ouvrière. Nous progressons, et cela nous oblige.

Nos nouveaux élus devront s'investir dans la formation, car la professionnalisation croissante des CSE impose rigueur, maîtrise des règles et capacité de défendre concrètement les intérêts des personnels. C'est un défi que nos élus sont prêts à relever.

Cependant, si les élections nous renforcent, nos revendications dans le cadre des NAO rencontrent encore trop d'obstacles. Malgré la mobilisation, l'engagement et la motivation des équipes, les résultats obtenus restent trop faibles par rapport aux attentes légitimes des salariés.

Il est temps de rappeler une vérité simple : les tutelles, qu'elles soient sanitaires ou médico-sociales, ne répondent plus aux besoins réels des établissements. Elles n'apportent ni les moyens nécessaires aux

personnels, ni la reconnaissance salariale indispensable. Cette situation n'est plus tenable.

La direction de l'hôpital st marie parmi les plus gros employeur du département, nous annonce un déficit massif : résultat, fermeture de lits et redéploiement en ambulatoire. Une fois de plus, on réduit l'offre de soins alors que les besoins explosent.

Et pendant ce temps, le siège de l'association st marie reprend des activités médico-sociales déjà en crise,

notamment
es EHPAD, où
le manque de
moyens est
criant. C'est
une fuite en
avant qui
nous mène
droit dans le
mur.

Force Ouvrière dit stop : nous exigeons le maintien des lits, des financements adaptés, et le respect des personnels et des patients.

Nous ne laisserons pas sacrifier la psychiatrie et le médico-social sur l'autel de l'austérité.

La mise en place de la Convention collective unique étendue représente une étape majeure dans l'histoire du secteur. Son ambition est de rassembler certaines conventions collective comme la 51 la 66 les CHRS. Pour Force Ouvrière, cette évolution qui nous est imposée aurait pu être l'occasion d'obtenir de réelles avancées pour l'ensemble des salariés, et non un prétexte à tirer les droits vers le bas.

Notre position est claire : nous refusons tout nivelingement social par le bas. Une convention unique doit être l'opportunité de renforcer les acquis, de sécuriser les parcours professionnels et de reconnaître la valeur du travail des salariés.

FO continu de revendiquer :

- le maintien des garanties existantes dans les conventions actuelles, avec pour principe intangible « le meilleur des droits pour tous » ;
- une revalorisation salariale réelle et durable, indispensable face à l'inflation et aux difficultés de recrutement dans nos métiers ;
- la reconnaissance des spécificités des professions du secteur social, médico-social et sanitaire,
- des droits collectifs renforcés, notamment en matière de formation, de congés, de pénibilité et de protection sociale.

. Nous serons la avec nos proposition chaque fois qu'il s'agira d'améliorer les conditions de travail des salariés. Mais nous serons aussi fermes et déterminés à dire NON à toute tentative d'affaiblissement des droits existants.

Nous devons aujourd'hui revenir sur un sujet qui touche directement notre quotidien : les accords Guérini. Ces accords, devaient apporter une reconnaissance salariale, notamment à travers la revalorisation des grilles et la prise en compte des contraintes de la nuit

Or, force est de constater que, sur le terrain, leur application reste incomplète, voire inexistante.

Trop d'employeurs invoquent de faux prétextes : absence de financement, lenteurs administratives, ou encore interprétations restrictives.

Pendant ce temps, les personnels, eux, continuent de subir des conditions de travail toujours plus difficiles, avec des salaires qui ne suivent ni l'inflation ni la pénibilité réelle des métiers.

Force
Ouvrière
dénonce
fermement
cette
situation !

Nous refusons
que des
accords
signés

deviennent de simples promesses non tenues.

Nous refusons que le gouvernement et les fédérations patronales se renvoient la balle pendant que les salariés attendent toujours leur dû.

Nous affirmons que la reconnaissance passe par des actes concrets : l'application immédiate et complète des accords Guérini dans tous les établissements médico-sociaux concernés.

Camarades, il ne peut y avoir de deux poids, deux mesures : ce qui a été gagné doit être respecté ! Le médico-social, ne peut rester le parent pauvre des politiques publiques.

Force Ouvrière exige :

1. La mise en œuvre intégrale des accords Guérini pour tous les salariés du secteur.
2. La garantie des financements pérennes pour les structures, afin que les employeurs ne puissent plus se cacher derrière des arguments budgétaires.
3. L'ouverture de négociations complémentaires pour élargir et renforcer ces avancées.

Nous appelons les salariés à rester mobilisés et à ne pas céder au fatalisme. C'est par notre détermination collective que nous pourrons imposer le respect des engagements et obtenir de nouvelles conquêtes sociales.

Je vous remercie.

Continuons à avancer, unis, déterminés et fidèles à nos valeurs syndicales.

Vive le syndicat force Ouvrière

Je vous apporte le salut fraternel du syndicat Force Ouvrière du Centre Hospitalier Emile Roux.

Mes chers camarades,

Notre syndicat local se développe de façon exponentielle. En septembre 2024, j'ai opté pour un temps plein syndical, afin de mener à bien mes mandats de secrétaire au CH



CARINE QUINTIN SANTE PUBLIQUE EMILE ROUX

Emile Roux et de secrétaire Santé au Groupement Départemental, poste auquel j'avais été élue en juin 2024.

Au local, depuis toujours, nous n'avions que des décharges partielles, 40% pour Patricia, 20% pour Rachel, Kinette, Tiphanie et Matar. Emilie, IDE à 80% en chirurgie ambulatoire, est avec nous pour les instances et les moments forts du syndicat.

En septembre 2024, Murielle nous a rejoint, de même que Jeff qui rejoignait la F3scf et de fait bénéficie de 3 jours de décharges par mois.

Début 2025, Cathy est venue renforcer l'équipe et en avril Sabine agrandissait encore la famille.

Et aujourd'hui ce ne sont pas moins d'une vingtaine de camarades qui sont présents aujourd'hui au congrès.

Une belle équipe pour mieux travailler, partager les valeurs de FO et s'engager au quotidien auprès de nos agents.

Ce développement nous permet de tenir une permanence quotidienne au local, contre 2 jours par semaine auparavant, offrant aux adhérents et militants la possibilité de venir exposer leurs problématiques,

A Force Ouvrière, nous sommes déçus parfois, fatigués quelques fois... mais découragés, JAMAIS !

Résister, revendiquer reconquérir, voici notre mission d'ici décembre 2026 .

chercher un document ou une information ou simplement boire un café et passer un moment convivial.

Le téléphone n'a jamais autant sonné et les visites se multiplient. Le travail paye, nous avons dû repasser commande 2 fois sur E-FO pour fournir une carte à ces nouveaux adhérents qui nous rejoignent.

Ce développement nous permet d'être plus présents donc visibles dans les services, nous offrant la possibilité d'organiser des tournées pour le personnel de nuit, les services annexes et l'ensemble de l'hôpital.

Le bouche à oreille fonctionne, « à FO ils sont sympas, accueillants et ont des réponses adaptées », « la CGT c'est plus ce que c'était, allez donc à FO », voilà ce qui se dit de nous et nous pouvons nous en féliciter.

Nous ne sommes pas sans rien faire, plus on cherche plus on trouve du travail syndical, la direction n'a de cesse d'essayer de bafouer les droits des agents. Nous nous devons d'être vigilants et réactifs afin de les accompagner au mieux.

Depuis janvier 2025, les organisations syndicales ont déposé 4 mesures de Danger Grave et Imminent, preuve qu'à notre hôpital tout n'est pas rose.

Ces procédures déclenchent dans les 48h une F3sct exceptionnelle, nous y avons été présents à chaque fois, forts de proposition et dans le but d'améliorer les conditions de travail.

Depuis 2025, les mercredis, Annick Avit du CH de Langeac, se met à notre disposition et vient dans nos locaux pour aider nos agents pour leur retraite. Nous tenions à l'en remercier. C'est un point fort pour nous, cela nous permet de rencontrer des agents qui souhaitent comprendre et faire calculer au mieux leur pension. Grâce à son savoir et son expertise, elle accompagne ces agents dans leurs démarches, les papiers, les attestations à fournir, et là aussi le bouche à oreille fonctionne.

Nous avons maintenu des Réunions Départementales Syndicales pour partager nos expériences, nos documents, les démarches... afin d'avoir une unité syndicale sur le département. L'Union départementale nous accueille pour ces moments d'échanges et de partage qui se tiennent 4 à 5 fois par an.

Depuis mars, nous nous organisons aussi des permanences, dans les structures hospitalières du département ou nous ne sommes pas encore implantés, pour gagner du terrain et pour le développement du syndicat FO.

Ainsi, nous sommes déjà allés dans les Ehpad de Sauges, La Chaise-Dieu, Allègre, Bas en Basset, Le Triolet-Riotord, Saint Julien Chapteuil, et Tence. Nous nous sommes organisés en binômes et avons à chaque fois été très bien accueillis par les structures. Ces permanences permettent aux agents de découvrir ou redécouvrir FO. Nous leur apportons, des tracts, de l'information et parfois notre intervention auprès de la direction offre à ces agents la possibilité de faire avancer leurs dossiers administratifs.

Les camarades et les agents des structures sont ravis de ces temps d'échange et attendent le prochain RDV avec impatience. Cette proximité est la marque de fabrique d'un syndicat implanté dans la réalité du terrain, humain et crédible.

Bien sur que l'objectif des élections 2026 et déjà bien ancré en nous.

Bien sur que nous voulons grandir encore et gagner du terrain.

Mais, mes camarades, nous œuvrons avant tout, pour faire connaître nos valeurs, nos couleurs, et notre action auprès des agents. L'hôpital est un terrain de lutte syndicale où Force Ouvrière s'impose de par son engagement, sa constance et sa proximité.

Je citerai pour terminer les propos d'une camarade, Paulette Hofman, ancienne secrétaire confédérale de FO aujourd'hui décédée qui avait fait siennes la formule du Général Charette : « **A Force Ouvrière, nous sommes déçus parfois, fatigués quelques**

fois... mais découragés, JAMAIS !

Résister, revendiquer reconquérir, voici notre mission d'ici décembre 2026, date des élections professionnelles dans la fonction publique, pour faire grandir FO, pour se faire entendre, pour gagner de nouveaux combats !!!

Vive le syndicalisme libre et indépendant,

Vive le syndicat FO du Centre Hospitalier Emile Roux

Vive l'UD FO de la Haute Loire

Vive la confédération Force Ouvrière

Mes camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du syndicat FO Sainte-Marie.

Nous sommes aujourd'hui, ensemble, rassemblés, parce que nous refusons de subir les politiques d'austérité que le gouvernement veut imposer au monde du travail et à nos établissements.

Notre syndicat soutient les actions menées par l'UD FO 43. Nous nous sommes déjà mobilisés et je vous le dis avec force : nous sommes prêts à recommencer, plus déterminés !

Depuis le 9 septembre, un préavis de grève



NATHALIE RABILLOUD
SANTE PRIVÉE
SAINTE MARIE

en Intersyndical (FO et CGT) est en cours dans notre établissement. Oui camarades, nous avons répondu à l'appel de notre Confédération. Nous avons participé à l'appel citoyen du 10 Septembre, à l'appel des syndicats du 18 Septembre avec un cortège syndical au départ de Ste Marie rejoins par des camarades de l'UD et le rassemblement citoyen ainsi qu'à l'appel pour la manifestation d'hier.

Nos difficultés, nos combats

À Sainte-Marie, nous faisons face à des défis majeurs. Le manque de médecins, les difficultés de recrutement et la fermeture de lits cet été ont mis en danger l'accès aux soins. Nous exigeons que ces lits soient tous réouverts, et que des moyens réels soient mis sur la table pour garantir l'avenir de notre hôpital.

Dans nos EHPAD, la situation est tout aussi alarmante : budgets insuffisants, déficits qui se creusent, conditions de travail inacceptables. Les salariés ont raison de dire que ce n'est pas suffisant. Nous ne laisserons pas nos collègues, payer le prix de l'austérité !

Quant aux annonces gouvernementales sur de nouvelles économies dans la Sécurité Sociale : elles sont une attaque frontale

contre nos droits, contre nos salaires, contre nos établissements. Et nous le disons haut et fort : toucher à la Sécu, c'est toucher au cœur même de nos protections collectives, et nous ne l'accepterons pas !

L'égalité de traitement pour tous

Depuis les mesures Guérini, les salariés du sanitaire et ceux du médico-social ne sont plus traités de la même façon. FO s'est battue en décembre 2024 pour élargir ces accords. Oui, nous avons arraché des avancées, mais le compte n'y est toujours pas. Trop de structures restent exclues du dispositif.

Nous le répétons : à travail égal, salaire égal ! Nous ne lâcherons pas cette revendication jusqu'à ce que tous les salariés obtiennent les mêmes droits, sans distinction de secteur.

Convention collective unique : FO reste debout

Vous le savez, les négociations autour de la convention collective unique sont dans l'impasse. AXESS a quitté la table des négociation faute de garanties financières, et leurs propositions étaient déjà bien en dessous des besoins de notre secteur.

Cela montre une chose : sans mobilisation des salariés, rien n'avance. FO continuera d'exiger des moyens à la hauteur, parce que notre métier, nos missions, nos vies professionnelles valent infiniment plus que des miettes.

Une victoire syndicale : nos élections

Mais ! Camarades, il y a aussi de grandes raisons d'espérer et d'avancer ensemble. En mars 2025, aux élections, FO Sainte-Marie a réalisé un score historique : 59 % ! Nous devenons ainsi le syndicat majoritaire, avec 10 élus titulaires sur 17.

Ce résultat est une immense fierté. Mais surtout, c'est un message clair envoyé par les salariés : ils font confiance à FO pour les représenter, les défendre et porter leurs revendications. Nous leur devons d'être à la hauteur, et nous le serons.

Alors oui, mes camarades, les temps sont durs. Mais plus que jamais, FO est présent, combatif et uni. Nous continuerons à défendre nos salaires, nos jours fériés, nos conditions de travail, nos retraites, la Sécurité Sociale et le service public.

Vive le syndicat Force Ouvrière du Centre Hospitalier Sainte-Marie,

Vive l'UDFO43

Et vive notre Confédération Force Ouvrière



STÉPHANE BARRIOL

ALIMENTATION CARREFOUR

Bonjour mes Camarades, je vous apporte le Salut fraternel du syndicat FO de l'alimentation 43.

Je prends la parole devant vous aujourd'hui pour vous parler premièrement de mon magasin Hyper Carrefour Vals-Le Puy :

Pour les salariés les dernières années avec Casino ont été catastrophiques pour leurs conditions, la seule variable d'ajustement était la baisse de la masse salariale. Suite à la gestion catastrophique de Casino par Jean-Charles Naouri, le groupe endetté et aux abois depuis une bonne dizaine d'années a dû se séparer de ses magasins Hyper et Super début 2023 dont l'HYPER de Vals. Comme Manu France en 1980, c'est la fin d'un puissant groupe fleuron de la Loire...

Nous avons donc dû passer au 1er Octobre 2023 sous l'enseigne Intermarché. Non plus en appartenant à un grand groupe mais directement à un adhérent avec la perte d'avantages des accords casino une fois ceux-ci tombés. Et bien sur aucune rupture conventionnelle pour les salariés !

Mais dès décembre 2023 (moins de 2 mois après le changement) suite à la décision de l'autorité de la concurrence le magasin n'a pu rester Intermarché ! Malgré la tentative de recours auprès du Conseil d'état de FO unit en intersyndical, en avril la nouvelle est tombée comme un couperet : le regroupement les mousquetaires revendra quoi qu'il arrive au groupe Carrefour... Evidemment, dans un souci d'économie chez Carrefour le magasin passera dans le groupe au sein d'une nouvelle entité créée, pas d'accords de groupe Carrefour non plus pour les salariés !

Nous ouvrons donc le 1er Octobre 2024 sous l'enseigne Carrefour, un an jour pour jour après être passé de Casino à Intermarché... Mes camarades changer 3 fois d'enseigne en 1 an c'est pour le moins à y perdre son Latin, d'ailleurs certains clients sont perdus et nous disent encore : on va à Rallye ! Encore une fois tout est à refaire pour les salariés : réapprendre des méthodes de travail, les logiciels de commandes etc... Chose parfois pas si évidente surtout pour les plus de 50 ans qui sont d'ailleurs nombreux dans le magasin (beaucoup sont rentrés avec Rallye dans les années 80). Le sentiment dominant pour les employés de l'Hyper de Vals est celui d'être de simples pions, surtout après avoir passé les années COVID à tous travailler en 2nde ligne, quel beau remerciement.

Avec Carrefour, on nous dit en CSE que le

magasin perd 1,5 million d'euros depuis le début de l'année, alors aucun changement de niveau pour les salariés qui sont nombreux à le mériter en faire la demande, nos salaires sont quasi au même niveau depuis 5 ans malgré 4 ans de forte inflation ! Alors, un nouveau Directeur viens de remplacer le 1er qui n'est resté que 10 mois, l'avenir du magasin semble encore comme vous pouvez l'imaginer mes camarades bien incertain...

Aussi, au-delà de l'aventure particulière de mon magasin : c'est tout mon secteur de la grande distribution qui est en proie ces dernières années à de profondes transformations. Initiées notamment par le groupe Casino avec le lancement des 1ères caisses automatiques, les caissières (qui sans vouloir les dénigrer ne sont pas les employés les plus diplômés) se retrouvent progressivement à France travail (Ah il a bien été utilisé l'argent du CICE, c'était fait pourquoi déjà ? ah oui sauvegarder l'emploi j'avais oublié, bravo). Résultat : de 150 000 caissières en France en 2015 nous sommes passé aujourd'hui à 135 000, soit une baisse déjà de 10% de l'effectif...

Dernièrement, c'est les caméras qui surveillent directement les ruptures en rayons et qui en lien avec un

arrive enfin à refaire bégayer l'histoire si on veut gagner ! 62 ans c'est déjà trop, à FO contrairement à d'autres syndicats : à 63 ans et 11 mois au lieu de 64 ans on n'appelle pas ça gagner ! Retour à la retraite à 60 ans mes camarades !!

Le dernier budget a l'équilibre de l'Etat c'était en 1974 sous VGE, mais bizarrement l'année dernière en 2024 dans les médias on n'a pas parlé de cet anniversaire de 50 ans, on se demande pourquoi. Je pense au contraire que c'est très important d'en parler et de le dénoncer ! Car 51 ans mes camarades à ce niveau-là ce n'est plus de l'incompétence de nos représentants, ça s'appelle un système. L'endettement de la France est à leur actuelle de 116% !! Mais avant la loi de finance de 1974, si depuis l'Etat avait pu continuer d'emprunter à taux 0 auprès de la banque de France, nous serions aujourd'hui à un endettement similaire à la Suisse : soit aux alentours de 16% !! Vous voyez le GAP ? 100%, c'est-à-dire le PIB annuel de la France environ 3000 milliards... Imaginez mes Camarades une France qui depuis 50 ans aurait eu 60 milliards par an en plus à investir dans les services public : l'hôpital, l'éducation ect... Cette France-là on la connaît dans les années 1970 et ils nous l'ont volé.. Au lieu de ça on a même tous peur aujourd'hui ne serait-ce que devoir aller à l'hôpital. Il y a un mois, mon père a fait un malaise et qui a dû être emmené à l'hôpital à 1h30 du matin par les pompiers, aux urgences 6 de tension à son arrivée au bout de 3 heures elle était remontée à 11 on lui a limité mis un coup de pied au cul pour partir. Sauf que arrivé à la maison en sortant de la voiture nouveau malaise : tête à la renverse ma mère n'a pas pu le

retenir il s'est fracassé l'arrière du crâne, retour aux urgences et 6 agrafes ! Mais il y a 20 ou 30 ans de ça cela ne serait jamais arrivé : on l'aurait gardé au moins la journée en observation, aujourd'hui par manque de moyens il aurait pu mourir. On en est là et je ne suis pas un cas isolé, des histoires comme ça on en a tous à raconter. Cette dette colossale ce n'est pas la nôtre mais bien celle de nos représentants qui s'en servent telle une épée de Damoclès en dessus de notre tête, ce afin de justifier toutes leurs réformes contre la classe ouvrière et notamment celle de prendre 2 ans fermes pour arriver à la retraite !

Mes Camarades, il faut absolument ne rien lâcher et gagner cette bataille contre la réforme des retraites, car en la gagnant on gagnera toutes les autres et nous obtiendrons toutes nos revendications. Ça sera la fin pour les salariés de la baisse continue de leur pouvoir d'achat, la fin du dézingage de tous nos services publics et de nos conquêtes sociales ! Comme disait Coluche « cette année est moins pire » oui moins pire que l'année prochaine ! Mes Camarades il ne tient qu'à nous de renverser la vapeur ! Mettons tout en œuvre pour y arriver, ensemble on va gagner !!! Vive l'UD FO ! Vive la CGT-FO !

logiciel passent automatiquement les commandes et remplacent donc les salariés de l'approvisionnement. Des robots qui passent l'aspirateur et la serpillière et remplacent les salariés du ménage. On commence à voir des tire-palettes robotisés autonomes, des petits marchés sans personnel voient le jour dans les grandes villes. Aujourd'hui et demain c'est l'IA qui s'implante partout.. Mais mes camarades : où est la place du salarié dans tout ça ? Sans gardes fou, et bien il n'y en aura bientôt presque plus ! Alors le nouveau 1er Ministre parle de dialogue social, mais nous ne sommes pas dupes : changer un fusible ça ne change pas l'installation électrique ! Si c'est encore pour continuer à donner 211 milliards aux grandes entreprises tous les ans sans contrôle ni contrepartie, dans le but comme Casino de déployer des caisses automatiques, de robotiser ou d'implanter l'IA afin de détruire les emplois, ces milliards la : à FO on en veut pas ! Lecornu, ces milliards tu la peu te les foute au cu** ! Ce que nous voulons nous c'est des milliards pour préserver les emplois, en créer de nouveaux, augmenter les salaires et former les salariés, améliorer leur conditions de travail et leur sécurité dans les entreprises !

Enfin à FO nous n'avons pas oublié cette réforme injuste des retraites n'est-ce pas mes camarades. L'histoire récente nous montre comment gagner cette mère des batailles, comme en 36 ou en 68, il n'y a qu'une seule façon de la gagner : c'est par la grève générale sur plusieurs jours consécutifs, fini les grèves saute moutons qui font le jeu du gouvernement ! Il faut qu'on



MICHEL PINATEL

METALLURGIE
LINAMAR

Mes chers camarades, nous nous posons tous la même question : comment faire pour gagner ?

Comment faire pour gagner sur nos revendications ? La réponse nous la connaissons. D'abord, avoir des revendications claires, puis, construire le rapport de force et enfin passer à l'action.

“

On a coupé les machines et on a fait un piquet de grève. 90 % des salariés des ateliers ont arrêté le travail. On a bloqué les réceptions et les expéditions de pièces. On a reconduit la grève pendant quatre jours de suite, tous ensemble.

C'est sur ce dernier point que le bât blesse. En effet, depuis trop longtemps nous appliquons une méthode qui a fait preuve de son inefficacité. Depuis trop longtemps, nous nous alignons, nous nous soumettons au calendrier imposé par la CGT et la CFDT. De journée d'action en journée d'action, nous allons fatallement arriver au même résultat que pendant la lutte contre la réforme des retraites.

Je me souviens que pendant cette période, à Linamar, entreprise de la métallurgie, nous avions fait grève pour l'augmentation des salaires. Nous avons appliqué la méthode : une revendication claire 200 €, nous avons établi le rapport de force et nous avons agi.

Nous n'avons pas fait une journée de grève tous les 15 jours en attendant que les salariés se démobilisent. Non. On a coupé les machines et on a fait un piquet de grève. 90 % des salariés des ateliers ont arrêté le travail. On a bloqué les réceptions et les expéditions de pièces. On a reconduit la grève pendant quatre jours de suite, tous ensemble.

Quatre jours de menace et d'intimidation de la part de notre patron. Mais aussi quatre jours de soutien sans faille de notre UD et des syndicats qui la composent.

Au quatrième jour, le patron a enfin consenti à négocier. Et nous avons négocié. Nous avons obtenu 130 €. Après discussion, les grévistes ont accepté la proposition. Fin de la grève.

Voilà la méthode : la grève tous ensemble au même moment jusqu'à satisfaction des revendications.

Alors bien sûr, c'est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre que des journées de

débrayage par-ci par-là. C'est difficile de tenir, d'expliquer, de maintenir le moral, de résister aux pressions, de combattre les divisions qui peuvent apparaître. C'est beaucoup plus difficile mais c'est diablement plus efficace.

Dans ces conditions, je pense que FO a eu bien raison de proposer à l'intersyndicale trois journées de grève le premier le deux et le 3 octobre pour mettre le pays à l'arrêt. Honte, honte à toutes les organisations syndicales qui ont refusé cette proposition en préférant la stratégie des journées d'action à répétition ! La stratégie de l'échec !

Le 29 septembre, avant la deuxième journée de mobilisation du 2 octobre, le premier ministre Lecornu a envoyé un courrier aux organisations syndicales. Il propose cinq thèmes de négociation parmi lesquels une réforme du financement de la sécurité sociale. L'objectif de cette réforme n'est pas d'améliorer le fonctionnement de la sécurité sociale mais je cite « réduire le poids des prélèvements pesant sur le travail ... afin

de rendre notre économie plus attractive pour contribuer à l'effort de ré industrialisation ». Je traduis : faire des coupes claires dans le budget de la sécurité sociale pour baisser le coût du travail et transférer l'argent récupéré aux

patrons pour qu'ils puissent investir dans des pays à coût du travail faible. Et il appelle ça : effort de ré industrialisation. En résumé, on continue la même politique économique que d'habitude.

Bien entendu, nous devons nous opposer à cette réforme et mettre en avant des revendications qui répondent aux aspirations des travailleurs. À savoir, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui perçoivent de l'argent public sous quelque forme que ce soit, l'interdiction des délocalisations pour les entreprises qui perçoivent de l'argent public, l'interdiction de l'investissement d'argent public à l'étranger, le remboursement des sommes versées par les entreprises qui ont délocalisé ou licencié.

D'un premier ministre à l'autre, d'un gouvernement à l'autre, d'une année à l'autre, rien ne change. Les salaires baissent et les prix augmentent, la protection sociale diminue et le chômage augmente, les travailleurs s'appauvriscent et les patrons s'enrichissent, etc...

Pour nous, il n'y a rien de bon à attendre de Lecornu pas plus qu'il n'y avait attendre de Bayrou ou Barnier. Macron président, il n'y aura rien à attendre non plus du successeur de Lecornu.

Comme le dit souvent mon camarade Stéphane Barriol, quand un tableau électrique est défectueux il ne sert à rien de changer un fusible. Il faut changer le tableau électrique.

Chers camarades

Vous avez le salut fraternel du CENTRE HOSPITALIER PIERRE GALLICE DE LANGEAC.



ANNICK AVIT

SANTÉ PUBLIQUE
HÔPITAL LANGEAC

C'est avec fierté et détermination que je prends la parole aujourd'hui devant vous en temps que secrétaire syndicale depuis 2 ans de ce Centre Hospitalier.

Notre établissement, qui regroupe des lits de sanitaire et des lits d'EHPAD, est un miroir des défis que rencontre l'ensemble du secteur hospitalier et du médico social.

Notre combat de tous les jours est de défendre les conditions de travail des agents en participant aux CSE et F3SCT, d'informer les agents sur leurs droits, d'accompagner les agents dans leurs démarches, de veiller à garantir la qualité des soins pour les patients et les résidents et de préserver l'hôpital public comme un service public commun.

Dans les services sanitaires, les effectifs sont insuffisants, les fermetures de lits et la précarité des moyens humains et matériel mettent en péril la sécurité des soins.

Les agents sont trop souvent contraints de travailler dans des conditions de plus en plus indignes par manque d'effectifs, avec des salaires qui ne reflètent pas leur engagement. Les agents sont épuisés et cet épuisement se traduit par une perte de sens au travail.

Dans les EHPAD, la situation est tout aussi alarmante. Le manque de personnel soignant, les ratios encadrants/résidents inadaptés et la logique de rentabilité, nuisent à la qualité de la prise en charge et l'accompagnement.

Nos ainés méritent mieux que des soins bâclés, avec la suppression du ménage, des bains ou douches donnés seulement une fois par mois.

Depuis des années, le personnel hospitalier cri sa détresse devant le manque de moyen, dénonce un embrouillamini et une politique de gestion désastreuse qui considère le patient comme un numéro, un chiffre, une marchandise et non comme un être humain.

Force ouvrière a toujours été aux côtés des agents pour dénoncer ces dérives budgétaires.

Grâce à notre mobilisation nous avons obtenues des avancées mais le combat est loin d'être terminé.

FO suit de près la mise en œuvre de la loi du 29 janvier 2025 sur les ratios et reste vigilant sur le processus d'élaboration de ces ratios.

Face à tous ces constats nous portons des revendications claires et non négociables.

- Il faut continuer à exiger des effectifs à la hauteur pour mettre fin aux heures supplémentaires imposées et aux

conditions de travail dégradées.

- Il faut redonner à notre système de santé toute la dignité et le soin qu'il mérite avec la revalorisation des salaires, des carrières et une reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement.
- Il faut des ratios soignants/soignés respectueux de la dignité humaine afin de garantir la qualité et la sécurité des soins.

Le maintien des services publics doit se faire avec un financement à la hauteur des besoins.

Les EHPAD doivent rester des lieux de vie, et non une marchandisation du vieillissement, il faut exiger un ratio minimum de 1 soignant pour 5 résidents en journée.

Notre force réside dans l'unité des travailleurs : que nous soyons aides soignants, infirmiers, agents des services techniques ou hospitaliers, personnels administratifs nous partageons les mêmes luttes et les mêmes espoirs.

Chers camarades, ce congrès doit être un tremplin pour les batailles de demain, il est essentiel de construire un rapport de force pour faire entendre nos revendications.

Force Ouvrière est un syndicat indépendant, combatif et libre de toute tutelle politique ou patronale.

Cette indépendance est un atout pour défendre sans compromis les intérêts de tous les travailleurs.

Non nous ne baisserons pas les bras.

Chaque victoire aussi petite soit-elle est un pas vers un système de santé et d'accompagnement plus juste et plus humain.

- Nous devons renforcer notre



Nos ainés méritent mieux que des soins bâclés, avec la suppression du ménage, des bains ou douches donnés seulement une fois par mois.

syndicalisme en mobilisant massivement nos militants et nos sympathisants.

- Nous devons rester vigilants face à une politique mortifère qui étrangle l'hôpital public, face aux attaques du gouvernement contre nos droits et nos services publics.
- Nous devons préparer les luttes de demain avec détermination et optimisme.

Tous ensemble nous serons plus forts.

Tous ensemble nous ferons plier les logiques de l'austérité et de la précarité.

Tous ensemble nous construirons un avenir où chaque travailleur, chaque patient, chaque résident sera traité avec toute la dignité qu'il mérite.

Vive la solidarité des travailleurs.

Vivre l'Union départementale Force

ouvrière

Vive le Groupement départemental Force ouvrière

Je vous remercie de votre attention et je vous invite à méditer.

Mes camarades

Je vous apporte le salut fraternel des territoriaux du syndicat FO Agglomération 43, et de l'ensemble des territoriaux de la Haute-Loire.

Je tiens tout d'abord à dire que notre que



**CHRISTOPHE
TEYSSONNEYRE
TERRITORIAUX
FO AGGLO**

notre syndicat valide le rapport d'activité présenté par Vincent.

En préambule, un mot sur la situation à Gaza. Depuis des mois, nous exigeons un cessez le feu en Palestine et en Cisjordanie et dans tous les pays en guerre. Les territoriaux de l'agglomération s'associent à la position de notre UD qui, depuis le début du conflit, n'a cessé d'appeler à la paix et à dénoncer le génocide qui se déroule sous nos yeux.

Les destructions systématiques rendent le territoire de Gaza invivable pour ses habitants.

Les massacres de la population civile sont insupportables et inacceptable et doivent cesser.

Ce congrès doit être placé sous le signe de la paix et de la liberté.

Dans le même temps, la situation des territoriaux, elle, ne s'est guère améliorée depuis le dernier congrès...

Les fonctionnaires territoriaux assurent des missions indispensables au bon fonctionnement de nos collectivités, pourtant ils sont régulièrement pointés du doigt.

Certains responsables politiques n'hésitent pas à parler d'un excès de fonctionnaires et à prôner des réductions d'effectifs sous couvert d'austérité.

Les agents territoriaux ne sont pas responsables des difficultés budgétaires des collectivités !

Les choix politiques de ses dernières années n'ont cessé de mettre en difficulté financière

les collectivités et précariser leurs personnels.

Barnier nous promettait 3 jours de carences...

Bayrou prévoyait de nous supprimer 2 jours fériés et nous expliquait que la dette était de la faute des boomers...

Aujourd'hui, Lecornu affirme que si la France est endettée, c'est la faute des hôpitaux...

Lecornu ministre depuis le premier quinquennat de Macron a voté tous les projets de loi de finances réduisant nos droits et notre pouvoir d'achat et a soutenu la réforme des retraites.

Leur logique de restrictions budgétaires continue ! Malgré les beaux discours du «quoi qu'il en coûte». Ce qu'il en coûte aujourd'hui, c'est une perte de sens, une perte d'attractivité des métiers territoriaux, et des services publics qui se dégradent. On ferme des équipements, on externalise, on mutualise, on précarise.

La volonté de supprimer des jours fériés est une provocation précédent une future remise en cause du temps de travail.

Ces dernières années, les agents territoriaux de l'agglomération et de la ville du Puy ont travaillé 2 semaines de plus par an, 73 heures de bénévolat... tout ça mixé avec une généralisation de l'annualisation du temps de travail.

Dans le même temps, la réforme des retraites leur a volé de 2 ans de vies. Et bizarrement, on peut prendre 2 ans à 68 millions de personnes, mais on ne peut pas prendre 2% à 110 milliardaires !

Cumulé avec la reconduction du gel du point d'indice, c'est une nouvelle perte séche de pouvoir d'achat. L'inflation continue, les salaires stagnent... Pour les territoriaux, c'est inacceptable !

Depuis le 1er mars, les agents publics sont confrontés à une baisse du taux d'indemnisation des arrêts maladie, ce taux est passé de 100% à 90%, cette mesure vise à réaliser plus de 900 millions d'euros d'économies sur le dos des agents publics.

Sur le département les conséquences sont lourdes, nous avons des territoriaux qui perdent au bout d'un mois d'arrêt maladie en catégorie C, jusqu'à 410€ sur leur traitement

Je vous fais l'économie de la loi de transformation de la fonction publique qui a profondément modifié le statut de la territoriale...

Toutes ses annonces s'ajoutent à des réformes antérieures qui ont déjà fragilisé la fonction publique territoriale : contractualisation accrue, désindexation salariale, perte d'attractivité des carrières... Des grilles indiciaires tirées vers le bas, les métiers ne sont plus reconnus, et l'épuisement est généralisé.

Bref, les collectivités et les territoriaux sont sous pression !

La souffrance au travail est un véritable sujet, le nombre de retraite invalidité explose ces derniers mois dans le département.

Localement, les collectivités ont décidé des coupes budgétaires sans précédent, le non remplacement des départs en retraite, le gel des emplois, les réductions de subventions drastiques pour les associations dont les

syndicats font parties pèsent sur le dialogue social....

Malgré cette période négative, nos mobilisations locales ont permis des avancées chez les territoriaux de l'agglomération et de la ville du Puy.

La fin d'année 2023, nous a permis de négocier, avant les coupes budgétaires, l'augmentation du régime indemnitaire de toutes les catégories. L'augmentation de la participation employeur pour la mutuelle prévoyance de 12€ à 20€.

La mise en place des tickets restaurant à la ville du Puy que l'on revendiquait depuis plusieurs années.

Fin 2024, la solidarité des policiers Municipaux a payée, suite au nouveau régime indemnitaire visant à renforcer l'attractivité de la Police Municipale (projet porté par FO PM). L'ensemble des PM soutenu par Force Ouvrière, ont décidé en 2024 de se mobiliser et mettre la pression sur le Maire du Puy. Cette mobilisation a permis de sécuriser leur régime indemnitaire et d'obtenir 18 000€ supplémentaire pour 13 agents PM. La mobilisation et la solidarité a payé !

Enfin, le 10 décembre 2026 sera une échéance importante pour l'ensemble des agents publics, la réussite des élections 2022 de notre syndicat doit être confirmée.

Le groupement départemental qui coordonne l'action syndicale dans la santé et la territoriale, sera un acteur majeur pour structurer la campagne et valider le développement de nos structures santé et territoriales.

En 2026, il faudra voter et faire voter FO

Pour conclure :

Ce congrès est l'occasion de réaffirmer nos exigences, pour une fonction publique territoriale, dotée de moyens humains et financiers et qui respecte ses agents.

Mes camarades

Nous devons continuer à porter nos revendications et à construire le rapport de force.

Nous devons sortir des journées saute-mouton et gagner la grève reconductible pour obtenir satisfaction !

L'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires, est prioritaire !

Vive le syndicat FO agglo 43

Vive le GD de la Haute-Loire

Vive l'UD FO Haute-Loire

Je vous apporte le salut fraternel du syndicat FO des lycées et collèges de Haute-Loire.

Nous sommes au lendemain de la journée de mobilisation du 2 octobre.

Celle-ci a été précédée de fortes mobilisations les 10 et 18 septembre.

Le 10 septembre, à la demande de



AGNÈS CHICHEREAU ENSEIGNEMENT SN FO LC

lycéennes et lycéens du lycée S. Weil du Puy faite lors d'une assemblée citoyenne, un rassemblement a été organisé à 7h30 devant le lycée. De nombreux jeunes, salariés, fonctionnaires..., étaient présents, environ 150. Les manifestants ont participé au blocage d'un rond-point puis ont défilé dans les rues du Puy, en passant par l'hôpital Ste Marie, le cortège s'étendant au fur et à mesure, jusqu'à 400 manifestants, qui clamaient des slogans comme « Macron démission », « De l'argent pour l'Ecole, l'hôpital, pas pour la guerre » « On veut vivre, pas survivre : taxons les riches » et « Arrêt du génocide à Gaza, free Palestine » ! La manifestation a rejoint un rassemblement à 12h appelé par la CGT, la FSU et la Confédération paysanne, puis s'est dirigée vers l'hôpital E.Roux pour rejoindre les personnels de l'hôpital en grève à l'appel de FO.

Le 18 septembre, dans la continuité du mouvement initié le 10, les personnels ont été encore fortement mobilisés. La réussite de ces deux journées montre bien que les salariés de ce pays ne veulent plus des politiques d'austérité de ce gouvernement. La colère est bien réelle et elle s'est exprimée massivement les 10 et 18 septembre. Depuis que Macron est au pouvoir, les reculs sociaux se sont amplifiés. La réforme des retraites nous impose de travailler deux ans de plus. La réduction de l'indemnisation des fonctionnaires en congé maladie ordinaire de 100% à 90% aggrave encore notre perte de pouvoir d'achat déjà bien accélérée par l'inflation et le gel du point d'indice. Ce ne sont là que quelques exemples des nombreuses attaques des gouvernements contre les salariés, les retraités, les malades, les services publics. Et il faudrait encore faire plus d'économies ! Mais sur quels budgets ? Certainement pas celui de l'armement ! Il reste donc les services publics qui sont déjà à l'os. C'est pourquoi la jeunesse, les retraités, les salariés, les fonctionnaires sont descendus dans la rue en masse les 10 et 18 septembre.

Mais, le 2 octobre, la grève a été moins suivie. Une journée de grève supplémentaire, 3 en 3 semaines, ce n'est pas ce qui permettra de gagner sur nos revendications. La question est bien « qu'est-ce qu'on fait maintenant pour gagner sur l'ensemble de nos revendications » ?

Le refus de la guerre, la condamnation du génocide à Gaza, sont très présents, en particulier dans la jeunesse et plus largement.

Ainsi, nous avons participé à la

manifestation du 14 juin, à l'appel des Organisations Syndicales nationales, se situant dans le cadre d'un week-end mondial de mobilisation pour le Cessez-le feu à Gaza, pour l'arrêt du génocide, l'arrêt des livraisons d'armes. Nous y étions bien que la confédération FO n'ait pas appelé.

A l'appel des UD FO, CGT, de la FSU, l'UNSA et Solidaires, il y a eu 300 manifestants au Puy.

Cette mobilisation du 14 juin s'est inscrite dans la continuité des rassemblements pour Le Cessez-le feu à Gaza, pour l'arrêt du génocide, qui se tiennent tous les samedis matin à 10h30 au Puy depuis près de 2 ans, rassemblements soutenus par l'UD FO. Nous sommes ici un certain nombre à y participer et je vous invite d'ailleurs à venir au rassemblement demain à 10h30 devant la mairie du Puy.

Dans notre secteur, nous nous sommes mobilisés à nouveau contre les suppressions de postes d'enseignant (7 postes dans le département, une quarantaine dans l'académie), les baisses de dotation vie scolaire, contre les fermetures de classe (5 dans le département) et les contre-réformes qui désorganisent les établissements scolaires (réforme du bac, Parcoursup, choc des savoirs, Plan Local d'Evaluation...), et qui détruisent l'Education nationale sur le « long terme ». La mobilisation des personnels, avec FO, lors de rassemblements, délégations et l'intervention de FO à l'IA, au rectorat, a permis d'obtenir l'ouverture de classes.

La volonté de se battre, pour dire Non au budget de guerre, pour refuser la militarisation de la jeunesse, pour défendre les revendications, pour l'abrogation de la réforme des retraites, pour la défense de l'Ecole, cette volonté est toujours bien présente, ainsi que la colère contre ce gouvernement, contre Macron, qui n'entend rien, qui ne répond à rien.

Ce n'est pas avec les journées d'action que nous pourrons gagner mais par la grève, discutée et décidée à la base, avec les organisations syndicales dont FO bien-sûr, la grève, grève reconduite, pour bloquer !

Vive l'UD FO de Haute-Loire, vive la CGT-FO !



MURIEL GERBIER

AESH
SNUDI FO

Bonjour Camarades

J'interviens encore une fois au nom des AESH (Accompagnant des enfants en situation de handicap) de la Haute Loire et du SNUDIFO43, si je dis encore une fois c'est que pour nous rien n'a changé. Nous sommes toujours sous le seuil de pauvreté avec un temps partiel imposé qui fait que nous n'arrivons pas à payer tous nos frais et que le 15 du mois nous sommes déjà à découvert. La majorité d'entre nous est obligée de cumuler un deuxième voire un troisième emploi pour s'en sortir. Cela fait plus de 2 ans que nous n'avons pas été augmentés même pas d'un euro alors que les prix flambent.

Et que dire de nos conditions de travail qui ne cessent de se détériorer, de plus en plus d'élèves difficiles, de moins en moins d'heure avec la mutualisation des moyens pour s'occuper d'eux. De qui se moque-t-on ? On nous vante l'inclusion mais quelle inclusion ! Une inclusion à tout prix sans tenir compte des difficultés des enfants... Au collège par exemple nous devons suivre des élèves la plupart mutualisés mais au vu des emplois du temps nous ne les accompagnons pas dans les matières qu'il faudrait et quand vous avez le malheur d'en parler aux chefs de Pial pour ceux qui ne connaissent pas ce sigle c'est une saloperie qui permet de nous envoyer sur un secteur géographique et de ne pas être rattaché à un établissement leur réponse est terrible : « vous avez assez d'heures ». Et bien NON ! les élèves méritent d'avoir leur nombre d'heures en adéquation avec leurs besoins.

Macron et ses 5 ministres de l'enseignement peut être 6 à l'heure où je vous parle nous avaient promis une véritable révolution pour le handicap. Et quelle révolution : les droits des personnes en situation de handicap et du personnel sont remis en cause et les enfants en situation de handicap ne bénéficient plus d'un enseignement adapté avec les notifications mutualisées. Par exemple certaines AESH doivent s'occuper de plus de 19 enfants dont certaines 1 heure tous les 15 jours ou alors de 5 enfants en même temps dans une classe, c'est cela l'inclusion. Les fermetures de postes et de structures spécialisées continuent de plus belle. Pourtant ce sont les AESH qui sont en première ligne, qui sont victimes des coups, des crachats, des violences de ces enfants qui ne bénéficient plus d'une prise en charge médicale et adaptée. Et devant ce constat accablant, quelle est la réponse de Macron ? Il veut mettre en place les PAS, PAS qui vont

encore plus mutualiser qui seront la porte ouverte à tout et qui seront encore pire que les PIAL pour les AESH. Cette « ambition » du Président ne doit pas voir le jour ! Arrêtons la casse de l'école publique ! Arrêtons les économies sur le dos des élèves en situation de handicap.

Le 10 septembre lors de l'appel citoyen « Bloquons tout » nous avons été nombreux à être grévistes et à rejoindre les points de blocage.

Nous étions plus de 500 personnes dans le département, le 18, jour de grève nationale nous avons décidé de la continuité de ce mouvement en allant soutenir les lycéens qui avaient décidé de bloquer leur établissement et devant l'hôpital pour les soutenir. Il faut quand même savoir que lors de ces 2 dates nous sommes arrivés à faire fermer le collège grâce aux AED, aux agents de service et de propreté et aux AESH qui étaient tous grévistes. Il faut quand même savoir que ce sont tous des personnels précaires, cela montre bien la colère grandissante.

Pour ce 2 octobre nouveau jour de grève nationale peu de grévistes

‘’

Ils multiplient les attaques contre l'école, contre nos retraites, contre nos statuts alors qu'en même temps ils lâchent 50 milliards d'euros pour financer la guerre.

chez les AESH, les AED et les autres nous ne voulons plus de ces grèves saute-mouton car nous avons bien conscience que ce n'est pas comme cela que nous allons gagner ! J'ai même entendu « sans moi on aura bien une autre date avant les vacances et une autre après ! ».

Nous AESH du SNUDIFO43 avons décidé d'une réunion afin de nous faire entendre. Le 19 novembre 2025, nous nous réunirons nous, AESH, avec les enseignants, les associations de parents d'élèves la PEEP et la FCPE qui ont déjà donné leur accord, les territoriaux, des personnels d'IME, d'ITEP, des parents d'élèves et la presse afin de dénoncer cette école inclusive à tout prix et les PAS ! Les PAS vont engendrer encore plus de mutualisation, encore moins d'AESH pour plus d'élèves, élèves qui devraient dépendre de structures médicalisées, c'est une maltraitance d'Etat.

Nos revendications restent constantes et fermes, madame la ministre 49/3 pardon

Borne doit les entendre et les satisfaire :

- Nous exigeons un statut de fonctionnaire, basé sur la catégorie B ;
- La considération d'un temps plein dès 24h d'accompagnement ;
- La suppression des PIAL, pas leur transformation en PAS, Pôle d'Aide à la Scolarité ;
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive à tout prix cher à Macron
- L'augmentation réelle et significative des rémunérations pour des salaires qui permettent de vivre du seul métier d'AESH ;
- Notre droit à pouvoir bénéficier de nos 2 jours de fractionnement

Mais les gouvernements et les ministres successifs du président Macron n'entendent rien ! Ils multiplient les attaques contre l'école, contre nos retraites, contre nos statuts alors qu'en même temps ils lâchent 50 milliards d'euros pour financer la guerre.

Ils dégradent nos conditions de travail et refusent d'entendre nos revendications légitimes alors que dans le même temps les versements de dividendes ont battu un nouveau record historique en 2024 avec plus de 100 milliards d'euros versés aux actionnaires. Ils ne céderont que face à une réelle confrontation, car aussi illégitime et minoritaire qu'ils soient, ils continueront leur travail de destruction c'est pourquoi nous espérons que le 19 novembre nous puissions avec d'autres départements décider d'une journée de manifestation nationale à Paris là où sont ceux qui décident car ce n'est que par la grève et la manifestation que nous nous ferons entendre.

C'est pour cela que nous AESH avec l'aide du SNUDIFO43 nous allons poursuivre les tournées d'école pour rencontrer nos collègues, nous allons continuer les réunions d'informations syndicales, les stages pour faire connaître nos droits, nous allons poursuivre la syndicalisation et allons réunir tous les départements comme nous l'avions fait lors de la création des comités départementaux afin qu'une bonne fois pour toute, le gouvernement nous entende et nous allons gagner vive le SNUDIFO 43.

koesio



DENIS LATCHIMY

CHAUFFEUR
FO TRANSPORTS

Chers cher camarades,

C'est un honneur de prendre la parole devant vous aujourd'hui, lors de notre 20ème congrès qui témoigne de notre engagement et de notre détermination à défendre les droits des travailleuses et travailleurs.

Je suis Denis Latchimy, secrétaire du syndicat FO Transports & Logistiques de la Haute-Loire et le secrétaire de l'Union Locale de Brioude. Je vous adresse les salutations fraternelles de l'UL de Brioude et de la Fédération des transports & logistiques.



Ensemble, nous sommes plus forts. Ensemble, nous pouvons faire la différence.

Secrétaire des transports depuis le 15 janvier 2025 et secrétaire de l'Union Locale de Brioude depuis le 20 mai 2025, j'ai vécu une période riche en défis et en apprentissages. Je suis entièrement dévoué à l'amélioration de notre syndicat et je travaillerai sans relâche pour atteindre cet objectif. Malgré les obstacles qui se dressent sur mon chemin, je demeure profondément optimiste.

Je suis très content de militer au sein de l'Union Départementale FO, dans laquelle j'ai trouvé, outre une réelle fraternité et une convivialité formidable, un investissement des militants de chaque instant pour aider les syndicats, former les adhérents et contribuer ainsi à la défense des salariés. Je suis convaincu que c'est sur ces bases de solidarité, de respect et d'entraide interprofessionnelle que nous pourrons avancer sur nos revendications. C'est la raison pour laquelle je suis très honoré et ému de m'exprimer devant vous. Je me retrouve parfaitement dans les discussions qui sont menées et partage complètement l'orientation qui est discutée aujourd'hui : chercher inlassablement les moyens de lutte efficace pour la défense de nos droits fondamentaux.

Dans mon secteur, la dégradation de nos conditions de travail est quotidienne. Les patrons ne respectent pas la réglementation des temps de conduite, des temps de coupure, les amplitudes horaires qui mettent en danger les usagers et les conducteurs qui seront tenus responsables au moindre pépin

ou au moindre contrôle.

Nous sommes également confrontés à l'appel par les patrons à des autoentrepreneurs pour faire les sorties touristiques et les lignes régulières en lieu et place de salariés CDIsés. Ces conducteurs ne sont donc pas soumis à notre convention collective ni à nos accords d'entreprise, c'est donc tout bénéf pour le patron. En plus ça permet à la boîte de rester en dessous du seuil de 50 salariés et ainsi d'éviter d'avoir des CSE contraignant.

Dans le secteur, en Haute-Loire, très peu d'entreprises de transport, ont des CSE alors de là à avoir une présence syndicale. En même temps, cela nous laisse une grande marge de progression.

Sur le plan interprofessionnel, je me félicite de la réussite de la grève et de la mobilisation des 10 et 18 septembre qui a montré l'état d'esprit des salariés et des citoyens qui n'acceptent plus les politiques de Macron.

Les manifestations d'hier, bien que moins fournies, sont toutefois significatives. Elle témoigne elles aussi de la disponibilité en particulier des militants syndicaux qui veulent gagner. Notre congrès se déroule donc à un moment crucial avec la chute de Bayrou.

Alors, arrêtons de dire que les salariés seraient des lâches? Nous sommes nombreux, et il faut du courage pour combattre les patrons et le gouvernement. Il faut du courage et il faut leur donner de l'espoir, il faut qu'ils aient confiance en leur capacité à gagner.

L'histoire nous a montré que c'est par l'action collective déterminée par la grève que les salariés ont obtenu des avancées significatives.

Ensemble, nous sommes plus forts. Ensemble, nous pouvons faire la différence. Ensemble, nous pouvons changer notre avenir. L'union fait la force. ne baissions jamais les bras car pour donner confiance à nos collègues, il faut que nous soyons, nous aussi, déterminés

Vive l'union départementale FORCE OUVRIÈRE de Haute-Loire ! Vive l'union Locale FORCE OUVRIÈRE de Brioude !

Vive la Fédération nationale des transports & logistiques Force Ouvrière ! Vive la confédération générale du travail Force Ouvrière !

Amitié Syndicale.

Depuis des années les bureaux de poste du



SEVERINE RIGOUX

LA POSTE
FO COM'

département de la haute loire ferment les uns après les autres.

Le contrat de présence postale signé par l'Etat, les Maires, et la Poste organise ces fermetures au profit des agences postales communales et des Relais Poste commerçant ou encore des Maisons France service . Dans le jargon postal on appelle ça une transformation en point de contact . Tout ça pour maintenir l'illusion d'un service public ! Les bureaux de poste qui restent peuvent voir leur nombre d'heures d'ouverture diminuer à 12h /semaine (par exemple, une ouverture de 9h à 12h sur 4 jours). Les mesures estivales sont également actées dans la loi . Les bureaux peuvent fermer pendant 3 semaines l'été avec une simple lettre informant la municipalité concernée 2 mois auparavant.

A la distribution du courrier c'est la suppression des tournées de distributions et leur modification perpétuelle

Un facteur, une tournée , pour la Poste : c'est du passé . les tournées s'allongent pouvant aller jusqu'à 120 km par jour .

Quand on ferme des bureaux de poste, quand on supprime des tournées, quand on réduit les effectifs, ce ne sont pas que des chiffres dans un tableau - ce sont des vies qui en pâtissent .

Des personnes âgées qui ne



Notre syndicalisme, c'est celui de « la paix, du pain, et de la liberté ».

peuvent plus retirer leur pension, des usagers et des entreprises locales qui ne reçoivent plus leur courrier à temps, des territoires entiers qui se retrouvent isolés, abandonnés et privent les citoyens d'un service essentiel

Les postières et postiers subissent les réorganisations incessantes quelques que soit leur métier (guichetiers, conseiller bancaire, facteurs, encadrant) .. Nous subissons une détérioration organisée de nos conditions de travail : nombreux déplacements entre les bureaux , cadences infernales..

Mais ne nous leurrons pas ! La dégradation de nos conditions de travail et la suppression de nos emplois sont un choix

politique.

A La Poste, comme dans tant d'autres services publics, les réorganisations permanentes ne servent qu'à une chose : supprimer des emplois, intensifier le travail et précariser nos vies.

Les bas traitements et les bas salaires, l'absence d'augmentations dignes de ce nom sont aussi des choix politiques

Et ces choix, ils ont un nom : l'Austérité. -

La poste est désormais une SA avec des missions de service public qui sont sous compensées par l'état. (50% environ)

Le service public est une victime de l'austérité - de la politique libérale

Le service public, c'est l'égalité, la solidarité, l'accès pour tous et toutes.

Mais il est sabordé au nom de la rentabilité, de la concurrence, et d'une logique purement comptable.

Et pendant ce temps, l'argent public coule à flots :

- les aides publiques aux entreprises, de 211 milliards, sont versées chaque année, sans contrepartie et sans contrôle
- le budget 2026 est de 57,1 milliards pour le ministère des armées contre 32 milliards en 2017 et ce budget devrait atteindre 100 milliards en 2030

Face à cette offensive, la réponse de nos syndiqués est claire, nous revendiquons :

L'arrêt des suppressions d'emplois,

Des embauches

L'arrêt des fermetures de bureaux de poste et le maintien d'un service public de qualité au service des usagers, pas des actionnaires.

L'augmentations des traitements et salaires.

Que l'argent aille aux hôpitaux, aux écoles, aux retraites, et non aux canons et aux dividendes.

Comme l'a rappelé notre Secrétaire Général :

Notre syndicalisme, c'est celui de « la paix, du pain, et de la liberté ».

Prix : parce que ce sont les travailleurs, travailleuses et les syndicats qui sont les premières victimes des conflits qui sévissent partout dans le monde.

Nous dénonçons les postures de va t'en guerre et les escalades guerrières

Pain : Nous refusons que les budgets de la guerre volent ceux de la vie.

Personne ne doit choisir entre les besoins primaires : se soigner, se nourrir, se loger, se vêtir...

Liberté : parce qu'elle ne peut exister sans droits syndicaux, sans grève, sans solidarité, il n'y a pas de démocratie.

L'unité c'est notre force Camarades, nous ne sommes pas seuls. Aujourd'hui, dans cette salle, il y a des postiers, des salariés du secteur privé, des soignants, des enseignants, des agents territoriaux... Tous ensemble, nous sommes la majorité.

La majorité qui produit, qui soigne, qui éduque, qui maintient le lien social.

La majorité qui peut faire plier les gouvernements et les patrons.

Notre force, c'est l'unité OUI. L'unité entre les syndicats, entre les professions, entre les générations. L'unité pour dire non aux politiques d'austérité, non à la précarité, non à la guerre sociale qu'on nous impose.

La lutte continue. La grève est un moyen d'action légitime et puissant. La grève paie. C'est par la mobilisation collective et durable que nous obtiendrons des avancées.

La colère est là ! A la poste, dans la haute Loire la journée du 10 a rassemblé près 25 % de grévistes dans les bureaux de poste (28% chez les conseillers bancaire et 23% au guichet, le 18 septembre 12%)

La grève, mais pas n'importe comment. Il faut rompre avec la mécanique des journées d'action isolées qui mènent à la défaite.

C'est la raison pour laquelle la confédération FO a eu raison de proposer à l'intersyndicale nationale d'appeler à la grève sur plusieurs jours consécutifs (les 1er, 2 et 3 octobre), ce qui a été refusé par les autres organisations syndicales.

Pourtant, les revendications sont claires, les moyens d'action aussi. Et je le réaffirme la colère est là !

L'union départementale est aux côtés de tous les syndicats dans leurs initiatives et leurs combats. Le syndicat FOCOM La poste sait pouvoir compter sur son soutien

LA SANTE N'EST PAS UNE LIGNE



LIONEL MARTIN
SÉCURITÉ SOCIALE
ORGANISMES SOCIAUX

COMPTABLE, C'EST UN DROIT FONDAMENTAL

ON COTISE SELON SES MOYENS, ON EN BENEFICIE SELON SES BESOINS

Le syndicat FO des Organismes Sociaux s'est résolument engagé pour la paix et contre l'économie de guerre dont les conséquences sont dévastatrices pour la Sécurité Sociale.

43,8 milliards d'économies à réaliser en 2026, dont 5,5 Milliards sur les dépenses de santé, tout en ajoutant 3,5 Milliards d'investissement dans des budgets militaires déjà faramineux.

La politique de destruction de cette dernière

année a connu durant cette période une brutale accélération.

En 2025, la Sécurité sociale fête ses 80 ans. Une vieille dame... qui n'a pourtant jamais été aussi moderne. Crée par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle incarne depuis huit décennies une ambition forte : protéger chacun face aux aléas de la vie. Pilier de notre République sociale, elle est intimement liée à l'histoire de notre organisation. Ce sont, en effet, les futurs militants de la CGT-FO qui ont posé les fondations de la Sécurité sociale telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Depuis 80 ans, la

ON COTISE SELON SES MOYENS, ON EN BENEFICIE SELON SES BESOINS

Sécurité sociale joue le rôle d'amortisseur de crises. Maladie, famille, retraite, accidents du travail, maladies professionnelles, perte d'autonomie : elle nous accompagne à chaque étape de la vie. Chacun y contribue selon ses moyens, chacun en bénéficie selon ses besoins. Sans cesse attaquée, par ses détracteurs qui souhaitent la rendre plus étatique et moins solidaire, la Sécurité sociale a tenu bon. C'est en grande partie grâce à l'engagement constant de FO, qui milite chaque jour pour sa défense. Cet engagement s'exerce à tous les niveaux : confédéral, régional et départemental, notamment grâce à nos militants FO qui siègent comme administrateurs et conseillers dans toutes les caisses de Sécurité sociale.

En finir avec la Sécurité de 1945 est une priorité du Gouvernement. Cela signifie dès à présent s'attaquer à ses fondements et aux droits des assurés à travers la destruction du Service médical, le gel, des aides sociales, les attaques sur la durée des arrêts de travail et sur les droits aux IJ, la nouvelle offensive menée contre les ALD...

FO continue d'exiger la rupture avec les lois de financement de la Sécurité Sociale et les Conventions d'Objectifs et de Gestion.

FO a combattu pour l'abrogation de la réforme des retraites

FO revendique l'arrêt des exonérations de cotisations en faveur du patronat (80 milliards chaque année), le retrait du projet de transformation de l'Assurance Maladie, le maintien des Centres de santé, l'arrêt des suppressions de postes ou encore l'augmentation de la valeur du point.

Pour ce Gouvernement, il est hors de question de contraindre le patronat à cesser de frauder (entre 7 et 9 Milliards de cotisations qui seraient éludées du fait du travail dissimulé chaque année).

Il est encore moins question de s'attaquer à la fraude fiscale estimée entre 80 à 100 Milliards de manque chaque année.

Pour finir, des bonnes nouvelles concernant les élections professionnelles.

En effet, grâce au travail de terrain de ses

militants, FO est devenue la première organisation syndicale à la Sécurité Sociale.

Dans le département, à la CPAM 43, FO obtient 37 % des voix et progresse de 21 points par rapport aux dernières élections.

Avec 3 sièges sur 9, FO gagne 2 sièges au détriment de la CFDT. Cette très belle progression est une nouvelle victoire pour FO.

Dans le même temps, FO a conservé sa représentativité à la CAF 43. La liste FO présentée uniquement dans le second collège réalise 49 % des voix.

Il faut construire le rapport de force dont nous avons besoin pour l'emporter sur l'ensemble des revendications et sauver la Sécurité Sociale de 1945.

NON AUX JOURNEES SAUTE MOUTON

NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'ON PEUT LES FAIRE RECULER DES LORS QU'ON Y VA TOUS ENSEMBLE !

Vive le syndicat FO des organismes sociaux



VANESSA PONTVIANNE ACTION SOCIALE

Mes camarades, je vous apporte le salut fraternel du Syndicat Départemental de l'Action Sociale de la Haute-Loire.

Je souhaite tout d'abord vous dire que le rapport d'activité ainsi que le complément à ce rapport fait par Vincent reflètent nos 4 années de bagarres, de luttes et d'actions menées par l'Union Départementale. C'est pourquoi, mon syndicat votera pour le rapport d'activité.

Dans notre secteur de la protection de l'enfance, du handicap, de l'insertion et de l'aide à domicile, le bilan de ces 4 dernières années est sans appel : on nous étouffe !!

Les gouvernements successifs ont tous menés les mêmes politiques : faire des économies sur les services publics, sur le dos des salariés et sur les personnes les plus fragiles.

Les gouvernements chantent toujours la même musique « réformes nécessaires », « maîtrise des dépenses publiques », etc... Mais nous savons tous que

dérières ces mots se cachent des coupes budgétaires organisées entraînant des blocages de salaires, des moyens insuffisants et des conditions de travail déplorables.

La réalité c'est que, à force de casser les moyens, le secteur du médico-social est en train de basculer dans la maltraitance, qu'elle soit institutionnelle ou à domicile.

Dans la protection de l'enfance, les jeunes sont suivis par des éducateurs qui gèrent 15, parfois 20 situations chacun.

D'autres enfants placés changent trois, quatre voire 5 fois de lieu d'accueil, pas parce que c'est mieux pour eux mais parce que les structures ne peuvent plus leur apporter un accompagnement stable. Et on nous parle d'accompagnement digne !!!

A domicile, les auxiliaires de vie doivent « faire vite », les toilettes et les repas sont bâclés, certains usagers se retrouvent parfois même sans personnel faute de remplacements. Est-ce que c'est respectable pour une personne âgée ou une personne en situation de handicap quand on n'a même pas le temps de leur parler ?

Mes camarades, c'est ça la maltraitance institutionnelle. C'est quand ce ne sont pas les professionnels qui maltraitent mais quand c'est le système qui les empêche de bien faire leur travail.

Et pendant que nos métiers craquent sous la charge, pendant que des familles attendent des mois pour une place en établissement ou une prise en charge adaptée, pendant que des associations d'aide à domicile mettent la clé sous la porte et licencent faute de financement, l'Etat trouve des milliards pour augmenter le budget des armées.

Le budget Bayrou prévoyait des milliards d'économies sur le dos des services publics et donc sur le dos des usagers et des travailleurs et le nouveau premier ministre LECORNU n'a ni remis en cause, ni dénoncé ce budget.

Cela montre bien que changer de Premier Ministre ne change rien à la ligne politique : leurs seuls mots d'ordre sont austérité, coupes budgétaires et des milliards pour la guerre.

Ce contraste est choquant !!

Car ce sont ces mêmes services publics, notamment les conseils départementaux qui financent l'essentiel de notre secteur, qui nous expliquent qu'ils n'ont plus d'argent.

Ce sont ces mêmes départements qui nous expliquent ne pas pouvoir revaloriser les salaires dans l'aide à domicile.

Ce sont ces mêmes départements qui renoncent à ouvrir de

“ ”

La réalité c'est que, à force de casser les moyens, le secteur du médico-social est en train de basculer dans la maltraitance, qu'elle soit institutionnelle ou à domicile.

nouvelles places dans les foyers d'hébergement.

Ce sont ces mêmes départements qui demandent aux associations de « faire mieux avec moins » !

Et, ces types de politiques ouvrent de plus en plus la voix au secteur du privé lucratif.

Ce deux poids, deux mesures est insupportable !

Le problème ce n'est pas l'argent, le problème ce sont les choix politiques !

Et tant que ces choix iront dans les chars et les bombes plutôt que vers les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, le secteur du médico-social sera sacrifié !

L'argent public doit servir à soigner, à accompagner, à protéger, pas à alimenter l'escalade militaire !

Parce que le combat contre les guerres et les génocides, c'est l'ADN de Force Ouvrière, le SDAS FO 43 a toujours soutenu les manifestations pour le cessez le feu en Palestine, l'arrêt du génocide à Gaza et l'arrêt des livraisons d'armes.

C'est pourquoi, des membres du SDAS FO 43 seront présents au meeting internationaliste du 5 Octobre prochain à Paris sur ces mots d'ordre « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ».

Mais malheureusement, mes camarades, ces choix politiques ont des conséquences dramatiques sur notre secteur :

Dans la protection de l'enfance, les équipes sont épuisées et les prises en charges dégradées faute de moyens

Dans l'aide à domicile, les salariés qui sont majoritairement des salariés précaires, sous payés et souvent invisibles tentent de tenir debout

Dans le secteur du handicap, les listes d'attente s'allongent, les familles sont à bout...

Beaucoup de salariés quittent ce secteur, écœurés. Car il devient insupportable de voir les métiers les plus utiles, les plus humains, comme des variables d'ajustement des budgets de notre pays.

Mais face à cette politique de casse sociale, le SDAS FO 43 n'a jamais baissé les bras. Ces quatre dernières années, nous avons été de tous les combats,

que ce soit dans nos établissements ou dans les mobilisations interprofessionnelles.

Nous avons mobilisé pour les augmentations de salaires dans le secteur du médico-social, pour demander plus de moyens, pour dénoncer la convention collective unique étendue, pour dire non à l'école inclusive à marche forcée, pour la reconnaissance de nos diplômes.

Tout comme nous avons été dans la bataille de la réforme des retraites qui nous a été imposée de force.

Toutes ces mobilisations nous ont montré que les salariés ne sont pas abattus et qu'il faut continuer de résister.

Et durant ces 4 dernières années, le SDAS FO 43 ne s'est pas contenté de résister, il s'est aussi renforcé.

Nous avons augmenté notre nombre d'adhérents et nous avons réussi à nous implanter à l'ADMR du Puy, à l'ADMR de Saint Germain/Blavozy, à Justice et Partage. Ces implantations nous les avons gagnées grâce à notre détermination.

Et cette détermination et cette force, nous devons les garder pour dénoncer ces gouvernements au service du capital, qui méprise les travailleurs.

Nous devons continuer de dénoncer ces politiques d'austérité, continuer d'exiger des moyens à hauteur des besoins, continuer le rapport de force.

Ne lâchons rien mes camarades !

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive l'Union Départementale Force Ouvrière de la Haute-Loire !

Vive la Confédération Force Ouvrière !

Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la section FO DGFIP 43 dont je suis la Secrétaire.



STÉPHANIE BENOIT DGFIP

La Fonction Publique et l'administration ne sont plus aussi attractives qu'avant.

A cela il y a plusieurs raisons, certaines qui touchent toute la Fonction Publique et certaines qui touchent juste notre Ministère de l'Economie et des Finances.

Je vais tenter de vous dresser un peu le tableau qui est malheureusement aussi noir que celui des instituteurs à l'école.

Tout d'abord, il y a la suppression de la prime GIPA c'est à dire sur la Garantie Individuel du Pouvoir d'Achat et le gel du point d'indice. FO Fonction Publique a calculé : c'est plus de 31 % de perte du pouvoir d'achat depuis 25 ans pour les fonctionnaires.

Et ce n'est pas ce qui plane sur les retraites des fonctionnaires qui donnera de l'attractivité. En effet un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale a proposé la création d'une caisse de retraite pour les fonctionnaires. Il porte le démantèlement du code des pensions civiles et militaires pour financer la politique budgétaire de Macron et Lecornu.

Heureusement, la Fédération Générale des Fonctionnaires veille et à rappelé que le principe de carrière est le pilier du statut général des fonctionnaires et que par conséquent, la pension doit rester le prolongement du traitement d'activité.

Concernant les effectifs, le Gouvernement, chaque année, décide via le Projet de Loi de Finances de supprimer en nombre les emplois des fonctionnaires. Il est important de savoir que la DGFIP absorbe quasiment la moitié des suppressions de poste dans la

Fonction Publique. En moyenne, ce sont 600 suppressions de postes chaque année et concrètement pour la Haute-Loire en 2025 c'était 6 suppressions de postes ce qui correspond à 2 % de nos effectifs. Je vais vous donner des chiffres qui font mal et qui vont vous donner un aperçu de ce à quoi la Fonction Publique d'État mais aussi le service public en général en sont réduits : aux Finances Publiques il y a une quinzaine d'années nous étions 450 en Haute-Loire, nous ne sommes aujourd'hui plus que 300. Comment faire du service public de qualité ? Comment exercer des missions pourtant régaliennes avec si peu de moyens humains ? Le fait est qu'en Haute Loire comme au national, nous ne contrôlons plus autant qu'avant aussi bien dans la gestion des collectivités locales que dans le domaine de l'impôt.

Pour pallier à l'hémorragie du nombre d'emplois, les Gouvernements successifs ont trouvé des solutions illusoires: la mise en place du Prélèvement à la Source, la suppression de la taxe d'habitation sur résidence principale et l'obligation pour les contribuables de mettre à jour eux mêmes la situation d'occupation de tous leurs biens d'habitation, l'obligation pour les notaires de transmettre les actes de façon dématérialisée, l'obligation pour les professionnels de transmettre toutes leurs déclarations aussi de façon dématérialisée, l'obligation pour les collectivités de transmettre toute leur comptabilité et leurs pièces justificatives de façon dématérialisée. Vous l'aurez compris, la dématérialisation à outrance a causé la perte d'un grand nombre de nos emplois au lieu de l'utiliser pour nous aider à mener à bien toutes nos missions comme celles des contrôles fiscaux ou celles des contrôles des budgets des collectivités. Et ce n'est pas fini puisqu'il y aura au 1er septembre 2026 la mise en place de la facturation électronique. Alors là, c'est un vaste chantier qui concerne les professionnels et les collectivités territoriales. Grossièrement, on veut les obliger à faire des factures dématérialisées et à les transmettre à la DGFIP. C'est censé nous faciliter la vie et surtout pour les professionnels. Enfin ça c'est surtout dans l'affichage. Déjà, c'est un service payant puisqu'il faut passer par un portail mis à disposition par un prestataire privé. Ensuite, ça va permettre de collecter tous les éléments d'une facture, de pré-emplir les déclarations de TVA donc plus besoin de l'aide d'un comptable mais aussi chez nous de revoir les façons de contrôler les dossiers y compris avec l'utilisation de l'intelligence artificielle. Mais nous ne sommes pas dupes, cela va surtout permettre une fois de plus de supprimer des emplois.

Un autre stratagème utilisé depuis plusieurs années et qui ne cesse de s'accroître, c'est le recours aux contractuels avec des contrats précaires d'une durée de 1 ou 3 ans. Ils sont 13 sur 301 agents. Ce chiffre est croissant d'années en années. Et oui, ils sont plus faciles à jeter lorsqu'on en a plus besoin et surtout ils n'ont pas le statut de fonctionnaire : statut qui est attaqué de toutes parts comme nos camarades d'autres administrations.

A la DGFIP comme ailleurs, les conditions de travail se sont dégradées. On a supprimé les emplois et il faut prioriser des tâches pourtant déjà prioritaires. Cela engendre des mal-être grandissants qui amènent à faire

des burn out et parfois même jusqu'à commettre l'irréparable. En juillet 2025, on dénombrait déjà sur l'année en cours, 14 suicides et 9 tentatives pour la DGFIP. Nous avions déjà atteint le chiffre de l'année 2024. Cela n'inquiétait pas notre Directrice Générale jusqu'à ce que ces chiffres soient médiatisés. Nous gardons donc une vigilance accrue vis-à-vis des collègues mais aussi nous sommes toujours réactifs lors des différentes instances de dialogue social.

L'attractivité de notre administration ne passera pas non plus par notre Protection Sociale Complémentaire dénommée PSC. Au 1er janvier 2026, nous allons avoir une complémentaire obligatoire collective. Cela était prometteur. Le cahier des charges des remboursements avait été bien négocié et l'État devait prendre 50 % de la cotisation à sa charge. Il faut rappeler que jusqu'à maintenant, nous avions la possibilité d'adhérer à la MGEFI (la Mutualité Générale des Finances), mutuelle qui avait un système de solidarité entre actifs et retraités. Mais c'était sans compter le passage par des appels d'offre et le choix fait par l'État de contracter avec une start up licorne s'appelant ALAN. Plus de système mutualiste, plus d'action sociale, plus d'humain en face, juste une plateforme téléphonique ou un espace sur internet. Et surtout, on met les retraités sur la touche puisque plus de mise en œuvre de solidarité. Les pensionnés sont ainsi assimilés aux retraités du régime général du secteur privé qui, une fois à la retraite, sortent du régime de protection sociale cofinancé par leurs employeurs et doivent rechercher une mutuelle ou une assurance. L'avancée n'en est finalement pas une.

En somme, nous sommes attaqués sur tous les fronts. Maintenant, nous devons nous battre pour pouvoir garder ce que l'on a de plus précieux : le statut Général des Fonctionnaires qui garantit un vrai service public et qui protège à juste titre les fonctionnaires.

C'est aussi pour cela que nous étions en grève et en manifestation les 18 septembre et 2 octobre derniers avec tous les camarades en interprofessionnelle.

Alors vive le syndicalisme libre et indépendant, vive l'Union Départementale FO et vive la Confédération Force Ouvrière !



20^{ème}
CONGRES
UNION DEPARTEMENTALE
FORCE OUVRIÈRE
DE LA HAUTE-LOIRE

Résolution du XXème Congrès de l'Union Départementale FO de Haute-Loire le Vendredi 3 Octobre 2025

Réunis le 3 octobre 2025 au Puy en Velay, les 350 délégués du privé et du public du XXème congrès réaffirment l'exigence de « Pain, Paix, Liberté ». Le congrès s'inscrit plus que jamais dans le combat contre la guerre. Face au génocide du peuple Palestinien, avec la Confédération FO, il exige, le cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la mise en place d'un véritable corridor humanitaire sous l'égide des nations unies, la rupture des relations diplomatiques avec Netanyahu et son gouvernement, la libération de tous les otages. Le congrès dénonce l'hypocrisie de Macron qui, s'il a reconnu l'Etat de Palestine, n'en continue pas moins de livrer du matériel militaire à l'armée Israélienne utilisé dans le génocide du peuple palestinien. Le congrès mandate l'Union Départementale pour répondre positivement à toutes les initiatives prises pour exiger le cessez-le-feu à Gaza, l'arrêt du génocide du peuple Palestinien, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, la mise en place d'un véritable corridor humanitaire sous l'égide des nations unies, la rupture des relations diplomatiques avec Netanyahu et son gouvernement et la libération de tous les otages et des prisonniers politiques.

Le congrès dénonce également le comportement de Macron et de ses gouvernements qui favorisent l'escalade militaire en cours en Ukraine et en Russie. Il s'oppose aux ventes d'armes ainsi qu'à l'économie de guerre qui se traduit par une loi de programmation militaire de 413 milliards d'euros sur 2024-2030 au détriment en particulier des services publics. Le congrès soutient pleinement la délégation de 40 adhérents FO de Haute-Loire qui participera, dimanche 5 octobre, au meeting international contre la guerre à Paris pour exiger avec des militants syndicalistes, associatifs, politiques et des artistes d'horizon et de pays divers « pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ».

Les délégués réaffirment leur attachement indéfectible à la charte d'Amiens de 1906 et aux principes de liberté et d'indépendance du mouvement syndical pour œuvrer à l'émancipation des travailleurs. Face aux dénis de démocratie de Macron, face à son refus de répondre positivement aux aspirations majoritaires des travailleurs et à sa volonté de poursuivre toutes ses politiques de casses sociales pourtant rejetées dans la rue, dans les urnes et à l'Assemblée Nationale, l'indépendance implique pour notre organisation

syndicale de refuser toutes les tentatives d'associer notre organisation à la mise en œuvre des projets et des réformes du gouvernement. Une nouvelle fois, le nouveau premier ministre, en quête de non-censure, appelle les organisations syndicales à venir discuter sur 5 grands thèmes. Le « financement de la protection sociale », la « réindustrialisation », « la souveraineté économique », les « conditions de travail et la qualité de vie au travail », le « renforcement du paritarisme » et la « modernisation du marché du travail ». Le congrès rappelle son attachement à la libre négociation et au paritarisme, mais ici, il ne s'agit absolument pas de cela ! Le congrès alerte sur le fait que discuter avec le ministre « du financement de la protection sociale » ou du « renforcement du paritarisme » est une tentative grossière pour tenter de nous associer à la remise en cause de la sécurité sociale et de notre système de retraite et de nous intégrer à un budget qui prévoit des dizaines de milliards de coupes. Il n'est pas question d'être complice non plus des nouvelles attaques contre le code du travail, la représentation du personnel et les droits à l'assurance chômage à travers « la modernisation du marché du travail ». Dans la situation, le congrès estime que notre rôle est la défense exclusive des intérêts particuliers des salariés et non de servir de béquille, avec le patronat, à un gouvernement illégitime pour assurer la pérennité des réformes menées contre les travailleurs.. C'est pourquoi, il réaffirme clairement toutes les revendications urgentes :

L'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne

Le congrès réaffirme son attachement au système de retraite par répartition fondé sur la solidarité intergénérationnelle et exige le maintien du régime général, des retraites complémentaires, des régimes spéciaux. Le congrès s'oppose fermement au projet de création d'une caisse de retraite pour les fonctionnaires d'Etat qui acterait le démantèlement du code des pensions civiles et militaires et la remise en cause du statut général des fonctionnaires. Il rejette tout projet de régime universel de retraite par points ou de retraite par capitalisation. Il rappelle son exigence de retour à un départ à la retraite à 60 ans à taux plein, retour aux 37,5 annuités de cotisations, le calcul des retraites sur les dix meilleures années pour le privé et le maintien des six derniers mois pour le public, le taux de remplacement à 75% du salaire moyen, la

revalorisation immédiate des retraites et pensions.

La défense de la sécurité sociale de 1945

Le Congrès réaffirme son attachement aux principes fondateurs de la Sécurité Sociale de 1945. Il exige l'abrogation des Lois de Financement de la Sécurité Sociale et l'arrêt des économies effectuées par les gouvernements successifs de Macron sur la Sécurité Sociale ! Il revendique la suppression de la CSG et refuse la mise en place de la TVA sociale, comme il exige l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, instrument de pillage des caisses de la sécurité Sociale.

La défense des services publics

Le Congrès dénonce le nouveau plan d'austérité envisagés par Macron et Lecornu quel que soit leurs montants qui se feront, quoi qu'il en soit, sur le dos Services Publics déjà mis en extrême difficultés par les suppressions massives de postes, les réorganisations, les privatisations... Le Congrès réaffirme son attachement au Statut général de la Fonction Publique garant de l'indépendance des fonctionnaires. Il s'oppose au projet de suppression des catégories et à la rémunération au mérite. Le Congrès dénonce la baisse des dotations de fonctionnement des collectivités territoriales qui entraînera inévitablement des suppressions d'emplois. Face à la situation catastrophique et inacceptable des hôpitaux et de leurs personnels, le Congrès revendique le recrutement de personnels sous statut, la réouverture de tous les lits, et le maintien de tous les services et les structures. Il exige le maintien des services d'urgence 7 jours sur 7, 24h sur 24 sans condition préalable. Il soutient les mobilisations des personnels hospitaliers du Puy et de Brioude pour faire aboutir leurs revendications. Le Congrès se prononce contre la destruction de l'école publique. Il soutient toutes les mobilisations décidées par les personnels et les parents contre les fermetures de classe, de sections, de filières et de postes, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et des conditions d'apprentissage des élèves et des étudiants. Il réaffirme également la place de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat que le gouvernement entend réviser au nom de la lutte contre le séparatisme et rappelle son exigence de la stricte application de la neutralité de l'Etat. La preuve est faite à travers l'affaire Bétharram que le financement de l'école privée avec leur caractère propre reconnu par la loi empêche tout contrôle avec les dérives abjectes qui ont été mises en lumière. C'est pourquoi le congrès revendique l'application du principe "Fonds publics à l'Ecole publique, fonds privés pour l'Ecole privée". Le Congrès dénonce la liquidation des Centres de Finances Publiques. Il revendique le rétablissement d'un véritable Service Public de proximité et condamne son démantèlement avec les « Maisons France Services ».

Augmentation des salaires

Le congrès estime que l'augmentation générale des salaires, des retraites, des pensions et des minima-sociaux devient une urgence sociale. Il revendique le SMIC à 80% du salaire médian de 2024 soit 1750€ net - 2250€ net, le rétablissement de l'échelle mobile des salaires et la revalorisation des salaires pour tous les salariés du secteur privé.

Alors que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a diminué de 28.5% depuis 2000, le congrès exige l'augmentation immédiate de la valeur du point

d'indice de 10%.

Le congrès dénonce les mesures envisagées contre les retraités, en particulier le gel des pensions, le gel de l'ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées), la suppression de l'abattement fiscal de 10 %. Il revendique le retour à l'indexation des pensions sur les salaires et exige le rattrapage des pertes subies par les retraités.

Le Congrès réaffirme son refus d'augmentation du nombre de jour de carence et exige le retrait du jour de carence dans la fonction publique et dans le privé

Le Congrès réaffirme son opposition à l'individualisation des salaires et revendique l'amélioration du pouvoir d'achat pour tous par les augmentations générales.

Le Congrès réaffirme son attachement au maintien des conventions collectives garantissant la reconnaissance des diplômes dans les grilles de classifications.

Le Congrès invite les syndicats FO et les Délégués Syndicaux à demander l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises et à rassembler les salariés pour exercer le rapport de force pour peser sur les négociations.

Abandon des projets de réforme de l'assurance chômage et du droit du travail

Le Congrès s'oppose au projet de réforme de l'Assurance-chômage qui vise à réduire encore plus les droits des demandeurs d'emploi, en durcissant les conditions d'affiliation (durée de travail minimale plus longue, période de référence raccourcie) et en réduisant encore la durée et le montant de l'indemnisation. Il condamne la politique de sanctions et de radiation menée par le gouvernement afin de faire baisser artificiellement les chiffres du chômage.

Le congrès constate que les travailleurs sont confrontés à un feu roulant d'attaques de la part de Macron et de tous ses gouvernements successifs. Pour justifier des agressions systématiques contre nos droits et nos acquis, Macron et le MEDEF agitent le surendettement de la France. Pourtant, plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques sont versées chaque année aux entreprises et le montant des dividendes du CAC 40 versés aux actionnaires dépasse les 100 milliards en 2025. Le congrès rappelle également que le budget pour le ministère des armées devrait atteindre 100 Milliards en 2030. C'est donc bien Macron qui est responsables de la dette et il envisage de nous faire les poches pour enrichir toujours plus les actionnaires et les marchands d'arme.

Suite à l'ultimatum lancé par les organisations syndicales, Lecornu n'a pas répondu à aucune de nos revendications. Il confirme vouloir poursuivre la même politique que ses prédécesseurs. Il ne nous laisse donc pas d'autre choix que de monter d'un cran dans le rapport de force. La puissance des mobilisations le 10 septembre à l'appel du mouvement citoyen « Bloquons tout » et le 18 septembre à l'appel des organisations syndicales nationales démontre que les travailleurs et la jeunesse ne veulent plus subir la politique anti-sociale d'Emmanuel Macron. La mémoire des gilets jaunes et la colère non soldée du mouvement sur les retraites sont encore vives.

La mobilisation du 2 octobre, montre, quant à elle,

que les salariés ne veulent plus des journées « saute-mouton » inefficaces. Fort de ces enseignements, le congrès estime qu'il faut rompre avec la mécanique des journées d'action isolées qui mènent à la défaite. Dans les entreprises aucune grève n'a jamais été gagnante avec des journées isolées les unes des autres. Le congrès réaffirme donc son refus de « l'intersyndicale permanente », des plateformes revendicatives « fourre-tout » et des journées d'action ou de la stratégie dite « des temps forts ». Il se prononce pour l'unité syndicale sur des revendications claires et pour la recherche de l'action efficace. C'est pourquoi il considère que la CGT-FO a eu raison de proposer d'appeler à la grève sur plusieurs jours consécutifs (les 1er, 2 et 3 octobre), même si cela a été refusé par les autres organisations syndicales.

Lecornu a reconnu, lui-même, face aux organisations syndicales qu'il est le 1^{er} ministre le plus faible de la Vème République, qu'il n'a pas de majorité à l'assemblée, qu'il n'a pas de gouvernement. Dans ce contexte, le congrès estime que la fenêtre de tir pour obtenir la satisfaction des revendications n'a jamais été aussi ouverte. Le congrès appelle donc les structures FO et les militants FO à mettre en œuvre ce qui a été décidé par le Comité Confédéral National de FO des 24 et

25 septembre dernier, en réunissant partout, sur les lieux de travail, l'ensemble des salariés, pour discuter et décider la grève et de sa reconduction, dans l'action commune partout où c'est possible, pour gagner sur nos revendications.

Le Congrès se félicite de la progression de FO dans la mesure d'audience syndicale départementale qui renforce confortablement sa seconde place avec + 4.83 points par rapport au dernier cycle de représentativité. Il se félicite également de la création de 16 nouvelles implantations dans les entreprises du privé depuis le dernier congrès d'octobre 2021. Il se félicite enfin de la progression du nombre d'adhérents dans les syndicats FO du privé comme du public. Le congrès appelle l'ensemble de ses structures et militants à amplifier la syndicalisation, en renforçant les syndicats existants par l'augmentation du nombre d'adhérents et en poursuivant le développement des implantations FO dans tous les secteurs.

C'est sur ces bases que le congrès appelle tous les militants et syndicats FO à agir et à se tenir prêts à répondre à toute décision d'action interprofessionnelle prise par les instances de la CGT-FO

A Vals-près-le-puy, le vendredi 3 octobre 2025



20^{ème} CONGRES

UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE

DE LA HAUTE-LOIRE

ELUS AUX INSTANCES

COMMISSION EXECUTIVE

TITULAIRES

1 AVIT	ANNICK	HOPITAL LANGEAC
2 BARRIOL	STEPHANE	ALIMENTATION
3 BENOIT	STEPHANIE	DGFIP
4 BERNE	LAURENT	SNUDI-FO
5 BOUACHMIR	NAZIHA	SNFOLC
6 CHEVALIER	FABIEN	CONSEIL DEP.
7 CHICHEREAU	AGNES	SNFOLC
8 DELAUGE	VINCENT	SNUDI-FO
9 DUPIN	LAURENT	TERRITORIAUX AGGLO
10 EXBRAYAT	CHRISTOPHE	SANTE PRIVEE
11 FAUVET	FRANCOIS	CHSM
12 GOLEO	BRUNO	SNUDI-FO
13 LATCHIMY	DENIS	TRANSPORT FO
14 MANIAS	PATRICE	METAUX-DEVILLE
15 MARTIN	LIONEL	ORGANISMES SOCIAUX
16 MONTAGNON	ADELINE	POSTE
17 PEYRARD	MICKAEL	METAUX
18 PONTVIANNE	VANESSA	SDAS FO
19 QUINTIN	CARINE	CHER
20 RABILLOUD	NATHALIE	CHSM
21 RIGOUX	SEVERINE	POSTE
22 TEYSSONNEYRE	CHRISTOPHE	TERRITORIAUX AGGLO
23 THONNAT	PIERRE	OSDD - POLE EMPLOI
24 VERGNE	JEAN FRANCOIS	CHER
25 VILLE	SAMUEL	SDAS-FO

SUPPLEANTS

1 CHOVENT	NATHALIE	SNUDI-FO
2 GINTER	KARINE	LABOS D'ANALYSES
3 DELPIC	JOSETTE	SDAS FO
4 REY	DOMINIQUE	TERRITORIAUX AGGLO
5 BERTHON	JEAN FRANCO	CHSM
6 MARTEL	SABINE	CHER
7 ROUSSET	CYRIL	CHSM
8 TOURON	ROMAIN	SNFOLC
9 MASSON	LUDIVINE	ORGANISMES SOCIAUX

COMMISSION DE CONTRÔLE

1 BAYARD	JEAN MARIE	SNUDI-FO
2 LEYRE	MICHELLE	ALIMENTATION
3 TAVERNIER	BERNADETTE	CHSM

FORMATIONS DES MILITANTS SYNDICALISTES

2 stages se sont tenus durant la période dans les locaux de l'Union Départementale :

- Une formation « Je négocie » organisé par le centre de formation des militants syndicalistes du 28 au 30 octobre. 10 militants FO de l'Industrie, du Commerce, des Transports, de la Santé Privée mais aussi de l'Hôpital Public ont participé au stage afin de se doter de nombreux outils pour peser dans les négociations afin de faire aboutir au mieux les revendications.



- Une cession de formation sur l'élaboration du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels et sur la prévention, en lien avec le service prévention de la CARSAT, le 5 décembre. Une vingtaine d'élus CSE et de Délégués syndicaux de tous les secteurs professionnels (Santé Privée, Alimentation, Papeterie, Textile, de l'Action Sociale, de la Métallurgie, de la chimie, ...) ont participé à cette journée.



CALENDRIER DES FORMATIONS 2026



STAGES DU CFMS EN 2026 A L'UD FO DE LA HAUTE-LOIRE

INTITULE	DATES	S'INSCRIRE LE PLUS TOT POSSIBLE avant	CONDITIONS
DECOUVERTE DE FO ET MOYENS D'ACTION DU SYNDICAT	Lundi 12 au Vendredi 16 Janvier	LE 6 NOVEMBRE 25	Manifester de l'intérêt pour l'action syndicale
SAVOIR NEGOCIER	Mardi 3 au jeudi 5 Février	LE 3 DECEMBRE 25	Avoir effectué le stage « Découverte de FO et moyens d'action du syndicat »
FONCTION ET COMMUNICATION DU SYNDICAT	Lundi 2 au vendredi 6 Mars	LE 6 FEVRIER 26	Manifester de l'intérêt pour l'action syndicale Avoir effectué le stage « Découverte de FO et moyens d'action du syndicat »
SANTE SECURITE ET CONDITION DE TRAVAIL	Lundi 18 au Vendredi 22 Mai	LE 18 MARS	Être membre titulaire et suppléant du CSE (Ainsi que de la CCSCT lorsqu'elle existe). Frais pédagogiques pris en charge par l'employeur
DECOUVERTE DE FO ET MOYENS D'ACTION DU SYNDICAT	Lundi 8 au vendredi 12 juin	LE 8 AVRIL	Manifester de l'intérêt pour l'action syndicale
CONNNAITRE SES DROITS	Mardi 1er au Jeudi 3 Septembre	LE 26 JUIN	Avoir effectué le stage « Découverte de FO et moyens d'action du syndicat »
COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE	Lundi 2 au Vendredi 6 Novembre	LE 2 SEPTEMBRE	Réservé au titulaire CSE plus de 50 salariés (à la charge du budget CSE)

Stage Hors programme

Intervention AIST	Lundi 2 Février 2026	Le plus tôt possible	
Communication utilisation Canva rédaction Tracts affiche etc	Jeudi 26 Février 2026	Le plus tôt possible	
Formation élus CSE moins de 50 salariés	Jeudi 28 et vendredi 29 Mai 2026	Le plus tôt possible	

CONTRE LA REPRESSION! POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

SOUTIEN A LA LIBRE PENSEE

L'Union Départementale FO de Haute-Loire a toujours entretenu des rapports fraternels avec la Libre Pensée dans le département. Ensemble nous défendons la laïcité et réaffirmons notre attachement à la paix.

Nous avons appris que des insultes et graffitis avaient recouverts le trottoir des locaux nationaux de cette association ainsi que sa librairie qui avait accueillie le colloque « La Palestine et l'Europe, poids du passé et dynamiques contemporaines » organisé au départ par le Collège de France mais censuré par le gouvernement Macron/Lecornu et les soutiens de Netanyahu. Il s'agit de la désigner à la vindicte publique sous l'accusation infamante d'antisémitisme pour ses prises de positions contre le génocide de l'Etat Israël.

L'Union Départementale apporte son soutien à la libre pensée tout comme à la librairie « petite Egypte » taguée pour avoir accueillie Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés. Nous condamnons la multiplication des attaques contre le monde de la culture et contre la liberté d'expression symbolisée également par la plainte portée par le ministre de l'Intérieur contre un humoriste. Jamais nous n'accepterons cette dérive autoritaire et le climat de haine entretenu jusqu'au sommet de l'Etat à l'encontre de tous ceux qui osent s'opposer au génocide et plus largement aux décisions antisociales du gouvernement.

C'est pourquoi l'Union Départementale FO apporte son soutien total à la Libre Pensée.

Au Puy, le 18 novembre 2025

CONTRE LA REPRESSION! POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES



COURRIER DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

A L'UNION DEPARTEMENTALE CGT de HAUTE-LOIRE

Arrêt immédiat des poursuites à l'encontre de

Sophie BINET, secrétaire générale confédérale de la CGT

Chers camarades,

L'Union Départementale FO de Haute-Loire a pris connaissance de la mise en examen de Sophie BINET, votre secrétaire générale confédérale à la suite de ses propos tenus pour dénoncer les délocalisations et le chantage à l'emploi du patronat.

Cette mise en examen intervient alors que la répression, les mises en examen, les accusations contre les militants syndicaux, politiques et associatifs qui s'opposent aux politiques de Macron, se multiplient.

L'Union Départementale apporte son soutien plein et entier à votre organisation et s'oppose à cette mise en examen scandaleuse. Nous n'acceptons pas ces remises en cause de la liberté d'expression et de la liberté syndicale qui ne visent qu'à tenter de soumettre le mouvement ouvrier et d'empêcher l'expression des revendications.

L'Union Départementale FO de Haute-Loire vous apporte ses salutations fraternelles et se tient disponible au cas où vous envisageriez une initiative locale.

Au Puy, le 3 décembre 2025

CONTRE LA REPRESSION! POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

Contre la répression et pour le droit de manifester

Soutien aux agriculteurs

L'Union Départementale FO de Haute-Loire est scandalisée par la répression contre les agriculteurs qui portent leurs revendications et par la violence de l'Etat dirigée contre ceux qui tentent de défendre leur troupeau et leur travail.

Pour l'Union Départementale FO, les éleveurs, comme les travailleurs payent le prix fort des politiques d'austérité du gouvernement contre les services publics et notamment celles touchant les services publics vétérinaires qui peinent à assurer des contrôles, des enquêtes. FO dénonce également l'annonce de la suppression de 1200 emplois par la Direction Générale de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) qui va également impacter les familles et les ressortissants du régime agricole.

Au lieu de chercher d'autres solutions pour aider les agriculteurs et pour gérer la crise, l'autoritarisme et la répression sont les seules réponses du gouvernement, à l'image de ce qu'il fait systématiquement lors des mouvements revendicatifs.

L'Union Départementale FO sera présente mardi à 14h à la manifestation devant la préfecture du Puy pour défendre le respect du droit à manifester et du droit des agriculteurs et de leurs organisations à porter leurs revendications. Elle soutient les adhérents et les militants FO qui s'y rendront.

Au Puy, le 15 décembre 2025



Des militants de l'Union Départementale FO présents avec les 2000 manifestants rassemblés devant la préfecture du Puy contre Macron, son gouvernement et leur gestion de la crise de la DNC, le 16 décembre.

VIE DES SYNDICATS

Le Mardi 2 Décembre, les syndicats FO du Centre Hospitalier du Pays de Craponne sur Arzon et du Centre Hospitalier Emile Roux ont tenu conjointement leur Assemblée Générale Annuelle respective.

Plus de quarante adhérents des syndicats des 2 Etablissements étaient présents dans les locaux de l'Union Départementale pour échanger et débattre de l'activité des organisations, pour lister les revendications et pour élire les nouvelles instances chargées de les porter.



Les rapports d'activité et de trésorerie ont été adoptés et les nouvelles instances ont été élues à l'unanimité. Rien de très surprenant au regard de la progression significative en nombre d'adhésions pour les 2 organisations, ce qui témoigne et récompense un travail de qualité pour la défense des revendications des agents hospitaliers.

Tout ceci est extrêmement encourageant pour organiser la défense immédiate des hôpitaux publics ciblés par le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale qui amputera de plus de 4 milliards les moyens réellement disponibles pour les établissements hospitaliers.

Ce développement de nos syndicats dans les hôpitaux publics du département sont des très bons signes pour la réussite des élections professionnelles dans la fonction publique en 2026.



Nathalie Bonnefoy a été réélue secrétaire du syndicat de l'hôpital de Craponne et Carine Quintin a été réélue secrétaire du syndicat de l'hôpital d'Emile Roux. 2 belles équipes sont donc disposées à porter et à défendre les cahiers revendicatifs respectifs élaborés lors de ces assemblées générales statutaires.

Upccop



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DE HAUTE-LOIRE

Macron doit arrêter l'escalade guerrière !

Depuis plusieurs mois, Emmanuel Macron, les membres de ses gouvernements successifs, ainsi que des haut-fonctionnaires multiplient les déclarations anxiogènes sur la situation internationale et les annonces va-t'en guerre.

En Juillet, la circulaire Vautrin adressée au ARS, a demandé aux hôpitaux de se préparer à accueillir des milliers de soldats blessés dans le cadre d'un conflit d'ampleur en Europe.

Le 20 Novembre, au congrès des Maires de France, le Chef d'Etat-Major des Armées a déclaré compter sur les Maires pour préparer la population à la guerre en insistant sur le fait qu'il allait falloir « accepter le risque de perdre des enfants et de souffrir économiquement ».

Les écoles, les collèges et les lycées sont utilisés comme des lieux d'embrigadement de la jeunesse dans le cadre de dispositifs tels que les « classes défenses ».

Les communes sont réquisitionnées pour accueillir des exercices militaires, comme à Brioude en octobre ou encore à Sainte Florine le 26 novembre dernier, présentés comme des spectacles grandeur nature.

Tout ceci se fait au moment où Macron et Lecornu prévoient dans leurs projets de lois de finances une hausse de 7 milliards d'euros pour la défense portant ainsi le budget militaire à 57,2 milliards d'euros contre 50,5 milliards cette année et au moment où la ministre des Armées souhaite déposer un projet de loi d'actualisation de la Loi de Programmation Militaire initialement de 413 Milliards pour apporter un effort supplémentaire de 3,5.

En octobre, le directeur général de la gendarmerie nationale, a évoqué que la gendarmerie devait avoir « *le devoir de [se] préparer pour tenir [sa] place* » pour contenir les agitations sur le territoire national car « *je ne suis pas sûr que tous nos concitoyens soient favorables à ce type d'engagement* »

Il est évident que les travailleurs n'accepteront pas de perdre leur enfants, comme ils n'acceptent pas le projet de budget de guerre de Macron/Lecornu qui vise : une année blanche sur les prestations sociales et les retraites, le gel des salaires des fonctionnaires, le doublement des franchises médicales, à amplifier la destruction des services publics, de l'hôpital, de l'école, , la suppression de 3000 postes de fonctionnaires, ...!

L'Union Départementale FO de Haute-Loire, fidèle aux principes de solidarité internationale et du combat contre la guerre du mouvement syndical, rappelle son exigence de cessez-le-feu en Palestine, en Ukraine, comme partout dans le monde et l'arrêt immédiat des livraisons d'armes. Les travailleurs et leur famille ne serviront pas de chair à canon ni pour les profits des actionnaires et des industriels, ni pour permettre à Macron et son gouvernement illégitime de poursuivre leur politique de destruction de nos droits et de nos acquis.

Au Puy, le 2 décembre 2025

CONTRE LA GUERRE—POUR LE CESSEZ-LE-FEU

11 NOVEMBRE 2025: NON À LA GUERRE! NON AUX BUDGETS DE GUERRE!

En réponse à l'escalade guerrière proposé par Macron, l'Union Départementale a répondu favorablement à l'invitation de la Libre Pensée de Haute-Loire à participer à un rassemblement pour exprimer notre refus de la guerre et notre exigence de cessez-le-feu en Palestine, en Ukraine comme partout ailleurs dans le monde.

www.fo43.fr/2025/11/intervention-de-l-union-departementale-fo-lors-du-rassemblement-pacifiste-du-11-novembre.html



VIDÉO INTERVENTION FO

29 novembre: Cessez-le feu en Palestine!

Arrêt du génocide à Gaza!

Le samedi 29 Novembre, 50 000 manifestants venus de toute la France ont manifesté de la Place de la République à la place de la Nation à Paris pour le cessez-le-feu en Palestine. C'était la première manifestation nationale organisée depuis le début du génocide à Gaza.

Une soixantaine d'altiligérien, avec une belle délégation de l'Union Départementale FO, était présente dans le cortège.



Participez à la campagne financière pour aider l'UD FO à organiser et à participer aux initiatives contre la guerre, en particulier pour permettre la participation d'une délégation FO au meeting internationaliste de Londres le 20 juin prochain.



<https://www.leetchi.com/fr/c/soutien-meeting-contre-la-guerre-londres-2026-1232350>

DÉFENSE DE LA LAÏCITÉ

20 novembre : Réunion Publique pour célébrer le 120ème anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'Etat

Le Jeudi 20 novembre, l'Union Départementale FO a participé à une réunion publique pour célébrer le 120ème anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'Etat de 1905 et pour défendre le respect de la liberté de conscience qui garantit les libertés d'association, de réunion et de manifestation remises en cause par les lois anti laïques des gouvernements successifs, dont dernièrement les lois liberticides "séparatisme" et "sécurité globale".

Des militants FO sont intervenus pour rappeler nos revendications: Pour l'abrogation de toutes les lois anti laïques, pour le respect du principe "Fonds publics à l'école publique, Fonds privés à l'école privée" contre la loi Séparatisme et la loi sécurité globale.

Élections CSE

Alti-ambulance

FO a déposé, pour la première fois, des listes aux élections CSE chez Alti-Roche ambulances à Taulhac qui vient de fusionner avec les ambulances du Meygal. Les 2 salariés qui se sont présentés comme titulaires ont été élus avec 100% des voix dès le 1er tour. Les 2 suppléants FO ont été élus au second tour avec 62% des voix face à des candidats sans étiquette.

Aubrilam

Lors des dernières élections, le patron avait fait entrer la CFDT dans l'entreprise pour tenter d'affaiblir le syndicat FO. Peine perdue! Après un mandat, cette organisation s'en va comme elle est venue. FO réalise 100% des voix dans le premier et le second collège. Les titulaires et les suppléants FO sont tous élus dès le premier tour.

LES PERMANENCES FO

LE PUY EN VELAY - Union Départementale

Ouvert du Lundi au vendredi de 8h30 12h et de 14h à 17h ou sur rendez vous 1 avenue Saint Flory

43000 Le Puy en Velay Tél : 04.71.05.43.00

UNION LOCALE DE BRIOUDE

Permanence les mardis à 17h

Place du Postel immeuble Instruction 43100 Brioude

Email
UL.fo.brioude@gmail.com

UNION LOCALE DE SAINTE SIGOLENE

Uniquement sur rendez-vous.
Contacter le 06.82.46.36.99

UNION LOCALE DE LANGEAC

Uniquement sur rendez vous.
Contacter l'UD.

UNION LOCALE D'YSSINGEAUX

Uniquement sur rendez vous.
Contacter l'UD.



web

FORCE OUVRIERE HAUTE-LOIRE

N°225- décembre 2025

Rédaction-Administration :

UD-FO 1 avenue Saint Flory 43000 LE PUY EN
VELAY

Tel : 04.71.05.43.00

Directeur de Publication :

Vincent DELAUGE

C.P.P.A.P. 0329 S 07241

E-mail : udfo43@gmail.com

Blog : www.fo43.fr

LE PUY EN VELAY PPDC



Chaque adhérent de FORCE OUVRIERE est également adhérent de l'AFOC.

Vous pouvez donc obtenir gracieusement des renseignements ou une intervention sur tous vos litiges de consommation.

L'association FORCE OUVRIERE consommateurs organise une permanence chaque lundi à l'Union Départementale : problèmes de consommation, rapports locataires/propriétaires...

Une permanence spéciale locataires HLM est organisée le mardi après midi.

afo43@gmail.com

**SALARIÉS DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET SERVICES...**

***des permanences sont ouvertes tous les
jours à l'Union Départementale et
régulièrement dans nos Unions Locales!***

***Venez nous rencontrer pour connaître vos droits,
votre convention collective...***

Un renseignement ça ne coûte rien !